

*l'Anti*capitaliste

N°139 | OCTOBRE 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



AMÉRIQUE LATINE : UNE NOUVELLE « VAGUE ROSE » ?



DANS LA LONGUE
NUIT POLITIQUE BRITANNIQUE



QUEL ESPACE POUR LA
CRITIQUE À L'UNIVERSITÉ ?



ADIEU CAMARADE GODARD !
LES ARTS PERDENT LA
SENTINELLE DU CINÉMA

Sommaire

ÉDITORIAL

Camille Nashorn et Elisa Moros Toujours avec la résistance ukrainienne **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache Faire monter en puissance l'affrontement avec Macron **P4**

Thierry Labica Dans la longue nuit politique britannique **P6**

Ya-Han Chuang Taïwan : une émancipation impossible ? **P10**

Hélène Marra et Valentin Pantin Quel espace pour la critique à l'Université ? **P13**

DOSSIER

Franck Gaudichaud Amérique latine : une nouvelle « vague rose » ? **P17**

Michael Löwy Brésil : fin du cauchemar ? **P18**

Patrick Guillaudat Colombie : Gustavo Petro à l'épreuve du pouvoir **P20**

Franck Gaudichaud et Miguel Urrutia

Chili : comment expliquer le large rejet du projet de nouvelle Constitution ? **P24**

Dan La Botz Les États-Unis et la Chine **P28**

en Amérique latine : rivalités impériales

CULTURE

David Faroult Adieu camarade Godard ! **P31**

Les arts perdent la sentinelle du cinéma

HÉRITAGE

Marc Plocki Maurice Rajsfus, 75 années de vie militante en héritage **P34**

FOCUS

« Ce n'est pas un mouvement revendicatif,
c'est un soulèvement : on n'attend rien du régime » **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

20 octobre 2019, plus de 20 000 personnes se sont rassemblées sur la Plaza de Los Heroes à Rancagua (Chili) pour manifester pacifiquement leur volonté d'un changement profond de la politique de l'Etat. C'était la première marche massive depuis plus de 30 ans. © SrArancibbia / Wikimedia commons.



Manifestation intersyndicale pour l'augmentation des salaires., 29 septembre 2022.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Toujours avec la résistance ukrainienne

PAR CAMILLE NASHORN ET ELISA MOROS

Ces dernières semaines, les multiples revers militaires de l'armée russe ont fragilisé le pouvoir de Poutine et amplifié les contestations dans le pays. La libération de l'essentiel de la région de Kharkiv, le recul important des troupes russes dans la région de Kherson (plus de 500 km²) ou leur retrait de la ville de Lyman, ont poussé Poutine à limoger publiquement le commandant militaire en charge des opérations en Ukraine et nommer à sa place Sergueï Sourovikine, connu pour sa brutalité.

En plus des revers militaires, Poutine est de plus en plus isolé à l'international, la Chine et l'Inde ayant pris leurs distances. De plus, ses actions bellicistes ont eu pour effet de 1) renforcer l'OTAN avec l'entrée de la Finlande et la Suède et 2) offrir un prétexte aux gouvernements occidentaux pour augmenter leurs budgets militaires.

Face à son isolement, à la ténacité de la résistance ukrainienne et aux avancées majeures de l'armée ukrainienne, le régime poutinien a amplifié son offensive militaire. D'une part, Poutine a poussé plus loin encore ses tentatives d'annexion du territoire ukrainien en organisant des « référendums » pipés pour annexer les deux oblasts du Donbass : Louhansk et Donetsk, ainsi que les oblasts de Kherson et Zaporijjia.

D'autre part, le pouvoir russe a décidé la mobilisation de plus de 300 000 hommes, provoquant de nombreuses désertions (des centaines de milliers de jeunes ont quitté la Russie) et résistances. Cette impression de grand n'importe quoi a déclenché à certains endroits des révoltes et des affrontements avec la police. Néanmoins, ces actes de résistance, s'ils ont conduit à une répression importante dans le pays (plusieurs milliers de personnes arrêtées) ne doivent pas nous mener à exagérer l'ampleur de la résistance en Russie. Si une partie de la jeunesse n'a aucune envie d'aller mourir et conteste la mobilisation, l'opposition à la guerre reste très faible et le pouvoir de Poutine n'est pas sur le point de tomber.

D'autant plus que la mobilisation n'a rien de générale. Elle se fait largement sur des principes raciaux visant en premier lieu les minorités ethniques du Daghestan, la Bouriatie, la Iakoutie ou le Touva. En Crimée occupée, les Tatars en sont les principales cibles. Ainsi, les populations de ces régions ont enregistré les plus fortes augmentations du taux de mortalité depuis le début de la guerre alors que celles de Moscou et Saint-Pétersbourg sont les plus épargnées. En faisant cela, Poutine applique sa vision raciste de la Russie mais cherche également à préserver le soutien de certaines catégories de Russes. Les résistances (même limitées) à la « mobilisation générale » sont toutefois des points d'appui et on peut parier que plus la résistance ukrainienne enregistrera des victoires, plus les chances de voir exploser une révolte généralisée contre

Poutine augmenteront. De facto, l'avenir de Poutine et de son régime semble aujourd'hui étroitement lié à celui de la guerre qu'il mène contre l'Ukraine.

Face à ce raidissement du pouvoir poutinien, nos boussoles doivent rester :

- Apporter une solidarité sans faille à la résistance ukrainienne face à l'agression impérialiste russe : cela passe par soutenir le droit des ukrainienNEs à s'armer, y compris via les États-Unis et l'OTAN, militer pour l'accueil des déplacéEs et l'annulation de la dette ukrainienne ;
- Défendre l'accueil de touTEs les Russes qui fuient le régime de Poutine ;
- Militer pour le désarmement et la réduction drastique des budgets militaires ;
- Militer pour la sortie la plus rapide possible des énergies fossiles via l'écosocialisme et la décroissance. Malgré les sanctions et la fermeté de façade des gouvernements de l'UE, ces derniers du fait de leur dépendance aux hydrocarbures restent les principaux importateurs d'énergies fossiles russes (54% de la production russe = 85 milliards d'euros dans les 6 premiers mois de la guerre) et financent ainsi la guerre de Poutine. Sans oublier qu'ils ont continué d'armer la Russie jusqu'à récemment.

Nous ne pouvons souhaiter qu'une issue à la guerre : la victoire militaire du peuple Ukrainien, qui renforcerait la crise du régime politique russe et la contestation de la guerre, et ouvrirait les possibilités pour le peuple russe de renverser le régime. Ce scénario repose sur la capacité du peuple ukrainien à s'organiser, et pas seulement militairement. Dans ce conflit, l'auto-organisation a déjà prouvé son importance. Cette expérience de lutte contre l'envahisseur donne aussi des points d'appui pour contester les politiques néolibérales du gouvernement Zelensky, comme le font nos camarades de Sotsialnyi Rukh et de nombreux camarades anarchistes. Cet élément est déterminant pour permettre aux forces progressistes de l'emporter non seulement contre les troupes de Poutine, mais aussi contre leur propre bourgeoisie. Dans cette lutte aux multiples aspects, la solidarité internationale des peuples joue un rôle primordial. □

Faire monter en puissance l'affrontement avec Macron

PAR ANTOINE LARRACHE*

Autour des revendications salariales monte une colère que nous devons faire converger contre le pouvoir. La manifestation du 16 octobre a été impactée, en plus de révéler des capacités d'action importantes de LFI, par la confrontation engagée dans les raffineries et l'élargissement qui s'annonce maintenant dans d'autres secteurs.

La mobilisation du 29 septembre a été mitigée. Avec près d'un enseignant sur deux en grève dans les écoles et 30% dans les collèges et lycées, la mobilisation a été importante dans l'éducation. Une mobilisation assise sur un ras-le-bol global concernant les conditions de travail et la remise en cause du statut. Dans le reste du service public et dans le privé, la grève a été plus faible. Selon les syndicats, 250 000 personnes ont manifesté. Cela a permis de marquer la rentrée sociale, de faire se retrouver les équipes militantes et de discuter des enjeux de cette rentrée. L'ampleur de la mobilisation est bien loin d'y répondre, face à l'inflation qui se confirme autour de 7% sur un an, face aux attaques du gouvernement sur l'assurance chômage, face aux nouvelles menaces sur les retraites, face à la répression dans les lieux de travail contre les militantEs, aux personnes tuées par la police cet été en toute impunité et face à l'urgence climatique dont on a vu à nouveau les conséquences avec la canicule cet été.

DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Les attaques sur l'assurance chômage ne connaissent pas de répit : diminution des indemnités lorsque la situation économique est mauvaise et soi-disant les augmenter quand elle est bonne, alors que c'est évidemment l'inverse qu'il faudrait faire.

La répression contre les militantEs s'est développée après le reflux des luttes de

ces derniers mois : contre Kai Terada, prof au lycée Joliot Curie à Nanterre, contre Jordan Rodrigues, gréviste en 2021-2022 à la Fnac Saint Lazare, contre des salariéEs de ST Microelectronics en Isère, ancienEs grévistes, sous des prétextes divers, et bien d'autres. À cela s'ajoute la réquisition des personnels des raffineries, une nouvelle attaque contre le droit de grève. C'est malheureusement dans ce contexte que des opérations d'expulsion de la CGT, sont menées en complicité entre les fédérations et les employeurs, comme à Stellantis (ex PSA) contre l'équipe autour de Jean-Pierre Mercier et Farid Borsali, après la grande purge à la Ville de Paris. Pourtant, il serait nécessaire de développer la plus grande unité face au pouvoir, qui prépare de nouvelles attaques, en particulier sur les retraites. Il souhaite reculer encore l'âge légal de départ à la retraite, jusqu'à 65 ans en 2032, soit l'espérance moyenne de vie en bonne santé, qui est de 10 ans plus basse pour unE ouvrierE... Augmenter le nombre d'années de travail a pour autre effet de diminuer drastiquement les pensions par le biais des décotes.

Du côté du pouvoir d'achat, l'OFCE (observatoire français des conjonctures économiques) parle de deux années de baisse successives, avec des conséquences concrètes : des salariéEs qui ne peuvent plus payer le chauffage, d'autres qui ne peuvent plus remplir leur caddie au supermarché. Les prix des fruits et légumes ont augmenté de 9% en deux ans, les ventes de produits

ont fortement baissé (8,5% pour la viande, 15% pour le poisson, 11% pour la crèmerie...), révélant les sacrifices réalisés dans les couches populaires.

ÉTENDRE, UNIFIER

Entre les réformes de l'assurance chômage, des retraites et l'inflation, le point commun est de savoir quelle part des richesses revient aux salariéEs, et quelle part reste aux profits. En dénonçant les « superprofits », La France insoumise cible un aspect particulièrement scandaleux de cette logique, qui a poussé les salariéEs des raffineries et des entreprises du pétrole à réclamer 10% d'inflation, en prévision d'une possible inflation équivalente. Ces salariéEs veulent une petite part d'un gâteau gigantesque, puisque Total va distribuer 2,6 milliards de dividendes à ses actionnaires, sur un total de 10,6 milliards de bénéfices pour le premier semestre 2022. Il faut réquisitionner ces superprofits, en urgence, mais, plus globalement, augmenter les salaires et tous les revenus.

En quoi peut-on parler de « superprofits » ? Les différentes branches de la production peuvent dégager des profits variés, en fonction de la valeur d'échange des produits sur le marché, fonction de la loi de l'offre et de la demande. Cette dernière peut déconnecter les prix de la valeur des marchandises, déterminés en termes marxistes par la somme du capital constant (machines utilisées, etc.) et du capital variable (salaires) nécessaire à les produire. Dans certains secteurs à haute rentabilité, en cas de pénurie, de spéculation, comme c'est clairement le

cas pour les produits pétroliers, il y a effectivement des « superprofits », autrement dit des profits qui se fondent non sur une rentabilité classique du capital, mais sur un abus de position de monopole sur le marché mondial. En ce sens, les « superprofits » sont effectivement particulièrement illégitime. Mais pour nous, il ne s'agit pas de les taxer – même si on ne peut que regretter que la taxe sur les bénéfiques ait été réduite de 50 % avant 1985 jusqu'à 30 % aujourd'hui¹ – mais de réquisitionner ces secteurs pour répondre à plusieurs enjeux : inscrire ces sociétés dans une planification écologique, offrir des conditions de travail et salariales décentes aux employéEs, garantir un accès à ces ressources vitales pour les classes populaires.

Les revendications d'augmentation des salaires de 300 euros pour touTEs et un revenu minimum de 1800 euros net, du refus de la réforme des retraites et du retour de la retraite à 60 ans permettent de construire et d'unifier les luttes, des raffineries aux services publics en passant par toutes les entreprises où des conflits se déclarent actuellement.

DES LUTTES ÉPARSES À LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Ainsi, plusieurs centrales nucléaires sont touchées par des grèves pour réclamer des augmentations de salaires, comme à Gravelines où on réclame 5 % d'augmentation. Mais aussi Armor Méca, fabricant de pièces pour l'aéronautique, près de Dinan. Le délégué syndical FO, Patrick Renwez, déclare : « *On n'a pas eu d'augmentation générale de salaire depuis quatre ans, on en a marre, les deux tiers des salariés présents sont en grève*² ». Chez Lactalis, à Lons-le-Saunier, la moitié des chaînes de production a été bloquée pour réclamer une augmentation supérieure aux 5,7 % décidés par la direction³. Les salariéEs de Daher, sous-traitant d'Airbus, qui emploie 600 personnes près de Toulouse, réclament 10 % d'augmentation face aux 5 à 6 % accordés par la direction ces dernières années⁴. À ST Microelectronics Crolles, la direction refuse d'augmenter les salaires, mais elle a versé 1 000 euros de prime exceptionnelle pour une grande partie des salariéEs en octobre.

La mobilisation dans les raffineries pourrait bien faire tache d'huile à la suite de la provocation du pouvoir sur la réquisition des grévistes, une véritable attaque contre le droit de grève. Et cela conduit la direction confédérale de la CGT à une

riposte plus globale, en poussant pour une grève interprofessionnelle dès le 18 octobre, qui pourrait bien faire entrer le pays dans une phase de confrontation politique et sociale majeure.

Après le jeu désastreux qu'ont joué les directions de la CGT et de LFI sur le 29 septembre et le 16 octobre, chacune refusant de soutenir l'initiative de l'autre, la confrontation entre les raffineurs et le pouvoir pourrait mettre tout le monde d'accord. À nous en tous cas d'y œuvrer de toutes nos forces. Après la manifestation du 16 octobre et la grève du 18, il faudra construire de toutes nos forces la confrontation, et cela pour atteindre différents objectifs.

D'abord l'augmentation des salaires consolidé par l'échelle mobile. Ensuite empêcher une nouvelle réforme des retraites, catastrophique pour les classes populaires. Mettre un coup d'arrêt à la répression notamment contre les migrantEs et à l'ensemble des attaques de la bourgeoisie, patronat et gouvernement main dans la main. Et ainsi ouvrir une voie à la reconstruction d'un espoir pour une autre société. Il est vital d'y parvenir à courte échéance, en raison des dangers mortels qui nous menacent de plus en plus, la catastrophe écologique, la guerre et la montée de l'extrême droite raciste et antidémocratique.

En menaçant d'une dissolution de l'Assemblée nationale en cas de rejet de la réforme des retraites, Macron continue de tenter de solidariser les différents secteurs des classes dominantes, représentés par les divers courants de droite et d'extrême droite, contre le camp des prolétaires. Il hisse les prochains affrontements sociaux sur un terrain politique. Il faut assumer ce niveau de confrontation, tenter de construire le plus haut niveau de rapport de forces, la grève générale, en utilisant tous les leviers possibles.

UNE POLITIQUE UNITAIRE, UN PROJET RÉVOLUTIONNAIRE

On pourra évaluer dans la prochaine séquence ce que vaut la réorganisation de la gauche en cours : La France insoumise et la NUPES peuvent-elles jouer un rôle significatif dans la construction des mobilisations ? Les liens tissés entre militantEs dans le cadre des dernières élections législatives peuvent-ils y contribuer ? C'est le sens de la formule utilisée par le NPA : construire une « gauche de combat ». Ce mot d'ordre contient, comme toute formule d'interpellation, des ambiguïtés, il ne

s'agit pas de dire que c'est le parti dont nous avons besoin pour faire la révolution, ni que la gauche institutionnelle pourrait devenir une telle « gauche de combat », mais de revendiquer, de proposer que les organisations du mouvement ouvrier priorisent la lutte sociale sur les débats parlementaires, sur le dialogue social, sur le travail dans les institutions. Et de regrouper toutes celles et tous ceux qui sont d'accord autour de cette orientation.

On verra également si les liens interprofessionnels construits lors de la dernière réforme des retraites peuvent se reconstituer. Un affrontement se construit, il ne se résoudra pas en quelques semaines mais en plusieurs mois. Des affrontements dans lesquels l'extrême droite sera aux aguets comme ce fut le cas dans les dernières mobilisations ou autour des thèmes "sociaux" dans la campagne électorale. Les militantEs révolutionnaires devront y prouver leur volonté de construire, de façon unitaire et combative, en s'appuyant sur la légitimité construite tant dans la campagne présidentielle de Philippe Poutou que dans les débats unitaires, tout en développant une compréhension plus globale des dangers qui nous menacent, de l'urgence de renverser le capitalisme.

La tentation pour une partie de l'extrême gauche de privilégier l'auto-construction ou des cadres d'organisation sectaires dans les luttes est un danger, il nous faut chercher une unité réelle de la classe, avec ses contradictions et ses différents niveaux de conscience, avec donc des cadres d'auto-organisation liant les représentations organisées de ces différents niveaux de conscience, pour entraîner toute le prolétariat dans l'action, le réel moteur des prises de conscience et de la reconstruction d'espoir dans une autre société. □

***Cet article a été rédigé quelques jours avant les journées du 16 et du 18 octobre.**

1) <https://ratrapages-actu.epjt.fr/factoscope/philippe-poutou-limpot-sur-les-societes-etait-de-50-dans-les-annees-80-il-est-de-33-aujourd'hui>

2) <https://www.letelegramme.fr/cotes-darmor/dinan/a-pleslin-trigavou-greve-chez-armor-meca-pour-une-augmentation-de-tous-les-salaires-06-10-2022-13194386.php>

3) <https://www.leprogres.fr/economie/2022/10/07/lactalis-1-750-euros-nets-en-3-8-primos-comprises>

4) <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-mouvement-de-greve-pour-les-salaires-chez-daher-sous-traitant-d-airbus-2633248.html>

Dans la longue nuit politique britannique

PAR THIERRY LABICA

Le déluge médiatique et le faste cérémoniel qui ont accompagné la mort et les funérailles de la reine Elizabeth II, étaient prévisibles. Tout comme il était prévisible que bien des sujets graves, anciens et nouveaux, seraient condamnés à la noyade dans un océan de mièvreries et d'hommages serviles.

Le décès de la reine aurait pu et dû, bien sûr, être l'occasion de regards informatifs et nuancés sur l'empire et les années de décolonisation ; sur les immenses crimes commis au nom du royaume au Kenya, au Malaya, en Irlande du Nord et ailleurs encore, ou sur les liens entre cette monarchie et celles du Golfe. Plus urgent que les larmes de la jeune princesse Charlotte et sa broche sertie de diamants, on pense au souhait qu'expriment aujourd'hui divers pays du Commonwealth¹ de ne plus céder le rôle de chef de l'État à la ou au monarque anglais, et de devenir des républiques à part entière dans un processus de décolonisation arrivant enfin à son terme (la Barbade en 2021, la Jamaïque bientôt²...).

PAUSE FUNÉRAIRE AVANT LA TEMPÊTE

Tout le monde n'a donc pas jugé opportun de se prosterner devant l'archaïsme rutilant des salves d'honneur, des processions et des parades. Et au Royaume-Uni même, si en moyenne deux tiers de la population restent favorables au maintien de la monarchie, le recul de sa popularité chez les jeunes adultes a été très net

au cours des dernières années (l'implication du prince Andrew dans l'affaire Epstein en a vraisemblablement été un facteur significatif).

Il y aurait beaucoup à dire sur la fonction politique du cérémonialisme et de son rôle dans la construction et la reproduction de pouvoir hégémonique dans l'histoire de l'État britannique lui-même. Son imaginaire et sa symbolique contre-révolutionnaires et restaurationnistes se trouvent au cœur de son processus de formation qui remonte au temps de la Réforme protestante. Il s'est consolidé par la suite dans la réaction à la part révolutionnaire de la guerre civile du milieu du 17^e siècle, et bien sûr, dans la réaction à la Révolution française. Autrement dit, la monarchie n'est pas affaire de tradition muséifiée et inoffensive pour brochure touristique de week-end à Londres ; on a bien affaire à l'incarnation matérielle et institutionnelle d'une logique historique de réaction-restauration permanente³. Le spectacle cérémoniel en est, pour ainsi dire, le discours privilégié.

Pour s'en tenir aux événements récents, l'imposition et la mise en spectacle du consensus

national-monarchique – bien qu'inévitable – a pris une signification particulière au regard la conjoncture britannique des dernières années. On peut se contenter de dire que ce moment de funérailles et de succession, après 70 années de règne, a offert une image inversée du Royaume-Uni tel qu'il va : d'un côté, prévisibilité, ordre, stabilité, tradition préservée, consensus national et social (au moins apparent) retrouvé ; de l'autre, six années de chaos institutionnel post-Brexit, trois démissions de Premiers ministres, hyper-factionnalisme des principaux partis, scandales au sommet de l'État, popularité des indépendantismes et éventualités toujours plus plausibles de fin de l'unité du royaume, séquence de luttes sociales et syndicales d'ampleur sur fond d'effondrements sociaux et de crise inflationniste massive... Bref, tout un train d'événements qui font passer la reine défunte et son successeur, Charles III, pour des personnages autrement plus modérés, rationnels, fiables et dignes qu'une grande partie du personnel politique de Westminster et White Hall (parlement et bâtiments gouvernementaux).



La Première ministre Liz Truss préside la première réunion de son cabinet. © UK Prime Minister / Wikimedia commons

LE TANDEM TRUSS-KWARTENG ET LA PANIQUE CAPITALISTE (PAS TOUT À FAIT GÉNÉRALE)

Si cet illusionnisme puissant à bel et bien vocation à produire des effets sur la longue durée, le répit qu'il aura offert semble cependant déjà bien loin. C'est que la nouvelle Première ministre conservatrice, Liz Truss, et son ministre du budget, Kwasi Kwarteng, se sont chargés de dilapider sans délai les quelques dividendes que leur offrait la pause monarchique.

Avec Truss et Kwarteng (déjà membres du gouvernement Johnson), arrivent aux postes clés du pouvoir les membres du Free Enterprise Group (du parti conservateur) auteurs du livre *Britannia Unchained*, paru en 2012 : selon ces esprits visionnaires, « *les Britanniques sont parmi les pires fainéants au monde* » [« *the worst idlers in the world* »], travaillant bien trop peu, prenant leur retraite bien trop tôt. L'économie du pays souffrirait de trop d'État, trop d'impôts et trop de réglementations, sur le travail et l'environnement, notamment.

Dès ses premiers jours aux commandes, ce reagano-thatchérisme zombie a déployé son programme

sous la forme d'un « mini-budget » : £45 milliards de dépenses fiscales (dont l'annulation de la hausse de l'impôt sur les sociétés prévue par le gouvernement précédent, la suppression du plafonnement sur les bonus des banquiers adopté après la crise de 2008, la suppression des droits de timbres sur les acquisitions immobilières, la suppression de la tranche supérieure d'imposition des très hauts revenus), création de 38 « zones d'investissements » déréglées à travers l'Angleterre, et engagement de « libérer » l'industrie financière londonienne – blanchisseuse globale pourtant déjà si efficace – de ce qui lui reste de réglementation héritée de l'UE.

Il faut ajouter au moins deux choses : Kwarteng a annoncé maintenir le niveau de dépenses publiques prévu en 2021 lorsque le taux d'inflation était encore anticipé à 4 %. Mais le décrochage par rapport à une inflation désormais à plus de 10 % signifie une perte de £18 milliards pour la santé et l'éducation, entre autres. Enfin, résolument hostiles à tout prélèvement sur les profits des géants de l'énergie – qui doivent atteindre les £170 milliards au cours des deux années à venir – le nouveau gouvernement Truss s'est

tourné vers l'emprunt afin de limiter la hausse des prix de l'énergie sur les deux prochaines années (soit jusqu'aux élections qui doivent avoir lieu en 2024). Coût de l'emprunt : £130 milliards.

Cette série d'annonces a suscité l'émoi et la panique dans la plupart des milieux capitalistes : chute de la livre sterling à son niveau le plus bas par rapport au dollar depuis 37 ans, fuite des investisseurs et perte sur les marchés boursiers et obligataires à hauteur de 500 milliards de dollars, envolée imminente des taux d'emprunt immobilier, intervention en urgence de la Banque d'Angleterre pour racheter £65 milliards d'obligations et tenter de maintenir les taux d'emprunt sous contrôle.

Il semble donc que même les partisans les plus forcenés de la brutalité capitaliste normale soient saisis d'effroi face au « mini-budget » de Truss, Kwarteng et leurs conseillers. Pour ceux et celles-là, la crainte ne concerne pas tant les luttes de classe qui pourraient s'en trouver renforcées, et encore moins les énormes souffrances supplémentaires que



subiront la plupart des Britanniques : ils et elles peuvent maintenant avoir le sentiment d'assister, dans leur propre camp, à une crise de démence politique dans laquelle le capitalisme menace de s'administrer une « overdose de lui-même » (pour reprendre une formule de W. Streeck). Mais d'autres s'y retrouvent très bien, assurément : les grandes entreprises de l'énergie auxquelles l'emprunt de 130 milliards apporte de solides garanties de paiement, et les gestionnaires de hedge funds prêts à parier contre la livre sterling.

Ceci ne peut être complément étranger au fait que Liz Truss a travaillé pour Shell pendant 4 ans et que sa campagne pour la succession au poste de Premier ministre (£475 000 au total) a reçu une donation de £100 000 de BP. De la même manière, Kwarteng fut consultant chez un puissant gestionnaire de hedge funds, Crispin Odey, dont la fortune, estimée à £825 millions, s'est notamment bâtie à coups de spéculation contre la livre sterling et sur la dette britannique (Odey est réputé avoir, de cette manière, ramassé £220 millions suite au résultat du référendum sur le Brexit⁴). Kwarteng et Odey dinaient encore entre amis en juillet dernier et mieux encore, le soir de l'annonce du « mini-budget », Kwarteng était invité à une réception au champagne à l'initiative de gestionnaires de hedge funds en passe de tirer d'amples profits de l'effondrement de la livre en réaction aux £45 milliards de baisses fiscales annoncées le jour même⁵.

Rien de si personnel dans tout ceci, cela dit : Truss et Kwarteng, avec ou sans ces proximités et conflits d'intérêts éventuels, ne sont que les membres d'un parti ouvertement oligarchiste qui depuis l'élection de Johnson en 2019, a reçu pour £1,5 million de donations des grandes entreprises productrices de gaz et de pétrole. Les donations au parti de Crispin Odey lui-même, se montaient à £1,7 million au cours des années 2010 et se sont poursuivies depuis (petite monnaie rendue aux dirigeants d'un Etat contre lequel il spéculait avec tant de succès, ce que les derniers jours ont encore confirmé⁶).

TROIS NUANCES DU SACCAGE : SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET DÉMOCRATIQUE

Le nouveau pouvoir conservateur s'est déjà vu contraint de reculer sur l'une de ses mesures les plus embarrassantes, à savoir le cadeau fiscal (à £2 milliards) aux plus hauts revenus. Les tendances catastrophiques restent cependant les mêmes à ce stade.

Sur le terrain social, le plafonnement tarifaire du gaz et de l'électricité ne dupe personne et le caractère d'ailleurs trompeur de l'annonce a vite été clarifié : non, le plafond n'est pas fixé à £2500 par an et il ne s'agit que d'une estimation moyenne qui peut être amplement dépassée. En outre, l'emprunt (plutôt qu'une taxe exceptionnelle) promet une nouvelle phase d'austérité après les quelques aménagements de la période de crise sanitaire. Cependant, au vu de la gravité des pénuries déjà existantes et des crises de vocation (dans la santé, dans l'éducation) on ne voit plus très bien comment toute une série de services pourraient maintenant y survivre.

Le mini-budget prépare un ensemble de régressions environnementales selon une seule et même logique déréglementariste pour une captation capitaliste en toute liberté : les trente-huit « zones d'investissement » prévues (en Angleterre) illustrent jusqu'à la caricature la contradiction entre intérêt du capital d'une part, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique d'autre part : abattements fiscaux, suppression des droits de timbres, « simplification » des règles d'aménagement des espaces qui seront désormais disponibles pour l'immobilier et les activités commerciales (suppressions des réglementations héritées de l'UE). À cela s'ajoutent la suppression des contributions vertes (qui représentent entre 8 et 12 % des factures) et la levée du moratoire sur la fracturation hydraulique. Peu avant son élection, Truss prévoyait déjà la relance de la prospection pétrolière en mer du Nord avec l'attribution de 130 nouvelles licences de forage⁷.

Ce sont là les mesures et projets d'un nouveau gouvernement dont le ministre de l'énergie, Jacob Rees-Mogg,

chargé d'œuvrer à la poursuite de l'objectif zéro carbone à l'horizon 2050, déclarait encore en 2013 qu'il était « encore trop tôt pour dire si le changement climatique est bien réel ». Le même estimait que si en effet les émissions de dioxyde de carbone s'étaient accrues, leur effet sur le climat restait à prouver et « l'alarmisme en matière de changement climatique est responsable de nos prix de l'énergie élevés⁸ ». Cette année, Rees-Mogg expliquait que les risques sismiques liés à l'extraction hydraulique étaient très surévalués et qu'il fallait en outre extraire le pétrole de la mer du Nord « jusqu'à la dernière goutte ».

Liz Truss est allée jusqu'à nommer, au titre de conseiller économique en chef, Matthew Sinclair, directeur comptable chez Deloitte, ex-président du think tank de droite, « l'alliance des contribuables », et ennemi juré de la dépense publique, de la fiscalité verte ou de la banque d'investissement vert, par exemple. Mais en l'occurrence, Sinclair est surtout l'auteur de *Let them Eat Carbon*, paru en 2012, livre dans lequel il expliquait par exemple que « les régions équatoriales souffriront sans doute, mais il est tout à fait possible que cela soit compensé par des régions comme le Groenland, qui pourrait devenir vertes à nouveau, et la Sibérie, où les gens seront plus à même d'exploiter les énormes ressources naturelles ». Soucieux du détail, le nouveau gouvernement entend aussi supprimer jusqu'aux quelques timides mesures anti-obésité qui prônaient la fin des promotions commerciales incitant à la consommation de malbouffe (du type troisième burger offert) et le retrait des sucreries et chocolats des présentoirs des caisses de supermarchés.

Il est possible cependant que le plus remarquable tienne à ceci, du côté de la démocratie, même sous sa forme parlementaire la plus étroite et conventionnelle : dans un contexte de crise très grave, Liz Truss a été élue par un peu plus de la moitié des membres du parti conservateur, soit approximativement 0,2 % de la population britannique. De Nicola Sturgeon, la cheffe SNP⁹ du gouvernement autonome écossais, élue et réélue avec de très larges majorités, Truss

a déclaré au cours de sa campagne qu'il fallait « l'ignorer » et qu'elle essayait simplement « de se faire remarquer ». En réponse aux revendications salariales, Truss propose de durcir les lois anti-syndicales.

Face à Truss, d'emblée si impopulaire, l'opposition travailliste parlementaire a fini par acquiescer une avance importante dans les sondages. Pour la tactique opportuniste et lâche consistant à parier sur l'usure des tories au pouvoir, Truss est une envoyée du ciel. Mais en guise « d'alternance démocratique », le Labour offre la perspective sinistre d'un parti absolument déterminé à liquider toute sa composante de gauche,

Et s'il restait un doute, depuis le début de l'été les dirigeants travaillistes se sont empressés de marquer leur hostilité vis-à-vis des grèves et du mouvement syndical pourtant à l'origine du Labour dont il reste en outre la principale source de finances.

La ministre des finances du gouvernement fantôme de Starmer, Rachel Reeves, offre à elle seule la meilleure illustration du problème : Reeves expliquait déjà en 2013 que les travaillistes (alors dirigés dans l'opposition par Ed Miliband) seraient plus durs que les conservateurs en matière de dépenses sociales ; un peu plus tard, Reeves déclarait que « nous ne sommes pas le parti qui représente

conservateur – à la renationalisation de tous les grands secteurs privatisés depuis quarante ans (train, eau, énergie, et dans une mesure toujours plus grande, santé). Mais à présent, l'avance prise dans les sondages semble autoriser, au sein du Labour, l'expression d'une hargne droitière et revanchiste sans limite, ne laissant guère de chances à une recomposition de liens avec les mouvements sociaux en cours.

Le deuil national terminé, les luttes du monde du travail ont repris, des processus de mise au vote de la grève restent en cours dans divers secteurs et des initiatives militantes autour de la question du climat ou de la défense de Julian Assange prolongent la grande journée de manifestation du 1^{er} octobre. Les signes de combativité restent forts. Mais face à la dégradation accélérée des relais politiques et en l'absence de convergence vers la grève générale, pour combien de temps encore ? □



Piquets de grève des chemins de fer de Sheffield. © Phil Turner

quitte à piétiner ses propres règles (comme l'a encore montré récemment la série documentaire d'Al Jazeera, « The Labour Files »), et à sombrer dans un racisme et une islamophobie « décomplexées », à l'image de l'interminable harcèlement infligé à la députée Apasana Begum, d'origine bengladaise, issue de milieu ouvrier, première élue parlementaire à porter le hijab, et se définissant comme socialiste et pro-Corbyn. C'est encore ce Labour nationaliste en diable et bien installé dans le consensus de politique extérieure militariste, qui depuis trois ans fait une chasse impitoyable à ses militantEs de gauche juifs et juives critiques d'Israël au nom d'une « lutte contre l'antisémitisme » autorisant tous les mauvais

ceux qui ne travaillent pas ». Le 5 octobre 2022, alors que le nouveau gouvernement s'apprête à reprendre et aggraver des lois anti-immigration héritées du mandat de Johnson et parmi les pires de l'histoire du pays en la matière, Reeves, figure clé d'un possible gouvernement travailliste à venir, déclare qu'il est grand temps que les tories au pouvoir se ressaisissent enfin et accélèrent le rythme des expulsions d'étrangers¹⁰.

Se contentant de tirer les dividendes de l'hostilité suscitée par Liz Truss, le parti travailliste n'essaye pas même d'apparaître en phase avec une opinion publique désormais très majoritairement favorable – à l'inclusion d'une grande partie de l'électorat

1) Sur l'ensemble des 56 pays du Commonwealth, 14 reconnaissent encore le roi d'Angleterre comme chef de leur État.

2) <https://www.cbsnews.com/news/commonwealth-countries-revive-debate-british-monarch-head-of-state-republic/>

3) D'où divers débats et controverses marxistes célèbres sur la nature de la modernité de l'État britannique.

4) <https://www.walesonline.co.uk/news/politics/kwasi-kwartengs-old-boss-making-25147302>

5) https://inews.co.uk/news/politics/kwasi-kwarteng-chancellor-may-face-commons-inquiry-over-champagne-hedge-fund-reception-after-mini-budget-1890001?ico=more_from_this_author

6) <https://markets.businessinsider.com/news/bonds/crispin-odey-hedge-fund-scores-193-gain-short-uk-bonds-2022-10?op=1> (« Le hedge fund de Crispin Odey établit un record avec un gain de 193 % après avoir parié contre les obligations du Royaume-Uni et la livre dans un contexte de volatilité des marchés »).

7) <https://www.agcc.co.uk/news-article/liz-truss-will-sign-off-new-north-sea-boom-if-appointed-prime-minister>

8) <https://www.bigissue.com/news/environment/jacob-reeves-mogg-climate-change-denial-energy-secretary/>

9) Scottish National Party
10) <https://www.msn.com/en-gb/news/world/rachel-reeves-calls-for-deportations-to-be-ramped-up/vi-AA12Cl6y?category=foryou>

Taiwan : une émancipation impossible ?

PAR YA-HAN CHUANG

Un dimanche en 2010, dans le métro parisien, j'ai été interrogée par trois jeunes adultes assis autour de moi concernant mon origine. « Taiwan, vous voyez où c'est ? » Étant habituée à la confusion entre Taiwan et Thaïlande, j'ai lancé ma question comme une mini-étude de sociologie. Mais la réponse ne fut pas si décevante que ça : « Ah, c'est la Chine capitaliste ! » Les trois individus éclatent de rire, et moi aussi, ressentant une complicité entre anticapitalistes.

Dix ans plus tard, « la Chine capitaliste » est pourtant devenue une appellation obsolète. D'une part, la République Populaire de Chine, numéro deux de l'économie mondiale, est devenue une superpuissance appuyée sur un capitalisme d'État ; d'autre part, le peuple de Taiwan, ayant vécu une transition politique et économique depuis les années 1990, est de plus en plus réfractaire aux récits nationalistes chinois.

DES VAGUES DE COLONISATION SUCCESSIVES

Reprenons d'abord les repères historiques marquants. Avant le 17^e siècle, Taiwan n'avait pas de liens politiques avec le régime en Chine. Les habitants majoritaires sont des aborigènes ethniquement proches de populations de l'Asie du Sud-Est insulaires. Celles-ci résidaient dans les montagnes tandis que les colons espagnols et hollandais exploitaient les côtes de Taiwan (nommé Formose à l'époque) et y construisaient des ports. Suite à la guerre de succession entre la dynastie Ming (1368-1644) et Qing (1644-1912) en Chine continentale, 100 000 Chinois migrèrent vers Taiwan en 1662 en suivant le gouvernement

rebelle. Ce dernier étant vaincu par la dynastie de Qing en 1683, Taiwan devint territoire chinois en 1683, et la population venue de Chine continentale (essentiellement de la province de Fujian) avait atteint les deux millions au début du 19^e siècle.

En 1895, lors d'une défaite militaire face à l'Empire du Japon, la dynastie Qing céda Taiwan au Japon. Commence alors un demi-siècle de colonisation japonaise marquée par une politique d'assimilation. Celle-ci s'est terminée en 1945, quand le Japon perdit la Deuxième Guerre mondiale et fut contraint de rendre Taiwan à la Chine, alors gouvernée par le régime de Chiang Kai-Shek. Cette période de la « réunification » avec la Chine dura seulement quatre ans entre 1945 et 1949, quand Chiang Kai-Shek perdit la guerre contre Mao Zedong et se replia à Taiwan. Elle est par ailleurs marquée par un massacre de civils taiwanais en 1947 (« l'incident du 28 février ») qui causa la mort de 30 000 Taiwanais (dont de nombreux intellectuels et militants de gauche taiwanais) et qui fut suivie de la proclamation de loi martiale, jusqu'à 1987. Pendant 40 ans, les populations de Taiwan vécurent ainsi

sous un régime dictatorial sans aucune liberté politique. Appuyé par le gouvernement des États-Unis, Chiang Kai-Shek et son parti, le Kuomintang (KMT), monopolisent le pouvoir et imposent une propagande anti-communiste. Au plan culturel, le dialecte taiwanais était interdit ; un système privilégiant le recrutement comme fonctionnaires de personnes nées en Chine continentale (pourtant bien moins nombreuses démographiquement) fut créé grâce à la promotion du chinois mandarin comme langue officielle.

Ces efforts politiques du gouvernement Chiang Kai-Shek pour préparer la reconquête de la Chine continentale ne parvinrent cependant pas à obtenir le soutien international. En 1971, la République de Chine perd son siège à l'ONU, au profit de la République populaire de Chine désormais reconnue comme la seule représentante de la Chine. Chiang Kai-Shek meurt quatre ans après, ce qui permet une transition politique lorsque son fils qui lui succède au pouvoir abandonne l'objectif de récupérer la Chine et desserre peu à peu le contrôle politique. En 1987, la loi martiale a été levée ; en 1995, la première élection présidentielle au suffrage universel a eu lieu.

La démocratisation s'accompagne aussi d'une libération de la parole qui déconstruit le mythe nationaliste imposée par le KMT. La première décennie de la démocratisation a été marquée par un effort pour rétablir la justice, dénoncer la répression du régime du KMT donner des compensations aux familles de victimes réprimées par Chiang Kai-Shek. Si Taïwan a été seulement un territoire rebelle ou de repli selon le récit historique du KMT et aussi du Parti communiste chinois), il s'agit désormais de replacer Taïwan au centre de la narration et d'examiner l'héritage de l'occupation et de la colonisation. Ainsi, malgré les échanges économiques et scientifiques importants entre les deux côtés du détroit de Taïwan, la Chine n'est perçue que comme un des éléments constitutifs de la culture taïwanaise aux côtés de l'influence japonaise (via la colonisation), de la domination américaine (très présente à Taïwan entre les années 50 et 70) et de la culture aborigène désormais érigée en patrimoine national après avoir été condamnée à la quasi-extinction.

LE RAPPORT AVEC LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : UN CLIVAGE DE MOINS EN MOINS PERTINENT

En raison de son histoire politique et de la répression du KMT contre des intellectuels et militants marxistes, le terrain de la gauche politique est très faible à Taïwan. À la place du clivage traditionnel en termes de classe sociale ou d'appartenance religieuse, les mouvements sociaux et le système des partis politiques à Taïwan, en l'absence d'organisation de gauche¹, définissent leur position et se divisent plutôt en référence au régime du KMT et à la question de l'avenir de Taïwan. Cette division est particulièrement nette au sein des mouvements ouvriers qui se fragmentent depuis les années 1980. D'un côté, il existe un bloc des syndicats favorable à une éventuelle réunification, à condition que le Parti communiste chinois se dirige vers une dictature prolétarienne. Les intellectuels et les militants de ce bloc ont une attitude critique vis-à-vis de l'impérialisme américain et promeuvent les échanges avec les citoyens de la République populaire de Chine. D'un autre côté, on trouve un bloc de syndicats qui soutient l'indépendance *de jure* de Taïwan, et donc favorable à

une modification de la Constitution et à l'adoption du nom de « République de Taïwan² ». Profondément opposés au KMT, ces militants et intellectuels sont plus proches des États-Unis et du Japon, alliés potentiels du mouvement d'indépendance taïwanaise. Enfin, au milieu de ces deux blocs, on retrouve aussi un bon nombre de syndicats proches du KMT et qui ont fortement soutenu la délocalisation industrielle en Chine dans les années 1990. Au-delà des choix idéologiques, ces sensibilités politiques résultent aussi des histoires familiales et des trajectoires divergentes dans une société déchirée. Outre les mouvements syndicaux qui demeurent faibles et peu autonomes,

(congrés payés, salaires, etc.), le parti maintient une relation privilégiée avec les mouvements sociaux et les mouvements étudiants. Il promeut souvent des élus issus de ces mouvements. L'élection de Tsai Ing-Wen (l'actuelle Présidente de Taïwan) en 2016 a d'autant plus renforcé l'image progressiste du PDP. Par conséquent, la popularité du PDP parmi les jeunes est bien plus importante que celle d'un KMT marqué par son histoire autoritaire.

Au-delà de ces deux partis traditionnels, il y a encore plusieurs petits partis politiques qui se distinguent tous par leur positionnement dans les débats nationalistes. Curieusement, l'offre politique a radicalement



Lors du mouvement Tournesol © WhoDYo / Wikimedia commons.

les années 1990 témoignent aussi de l'émergence des mouvements écologistes et féministes grâce à une forte présence de la classe moyenne. L'actuel parti au pouvoir, le Parti Démocratique Progressiste (PDP), est consolidé dans ce contexte. À l'origine, le parti est créé en 1986 par un groupe de militants opposés au KMT et qui souhaitent poursuivre la démocratisation de Taïwan. Étant la seule alternative politique face au KMT avant 1995, le PDP s'attire la loyauté des organisations des mouvements sociaux et des classes moyennes diplômées. Même si la politique économique du PDP n'est pas fondamentalement différente de celle du KMT en matière de fiscalité des riches et de conditions de travail des salariés

changé entre le début de la phase de démocratisation et aujourd'hui. Entre 1990 et 2000, deux partis favorables à la réunification avec la Chine continentale (le New Party et le People First Party) ont été créés par des anciens membres du KMT. À une époque où le KMT cherchait à se débarrasser de son passé autoritaire et à abandonner l'objectif de récupérer la Chine, ces deux partis situés à un extrême (pro-chinois) de la polarisation nationaliste taïwanaise, répondent aux besoins d'une population qui tient au symbole de la République de Chine, créée par

Sun Yat-Sen en 1912. Ensuite, en 2003, après l'arrivée au pouvoir du PDP, un parti nommé World United Formosans for Independence (WUFI) est créé par des pionniers des mouvements de l'indépendance taïwanaise. Réunissant des diasporas aux États-Unis et au Japon qui sont historiquement proches du mouvement pro-indépendance, ce parti reproche l'attitude jugée trop timorée du PDP sur la question de l'indépendance, et vise à obtenir le siège au sein de l'ONU au nom de Taïwan.

Cependant, pris entre le gouvernement de Beijing qui réclame le territoire Taïwanais et l'attitude ambiguë des États-Unis, l'indépendance paraît non seulement irréaliste, mais aussi peu nécessaire. Ainsi, quel que soit le parti au pouvoir, dans les sondages réalisés sur l'avenir du Taïwan, l'option pour maintenir le statu quo est toujours la plus populaire. C'est également la position défendue par les deux partis principaux, KMT et PDP, avec une seule différence : le KMT favorise davantage d'échanges avec la société chinoise et le Parti communiste chinois ; tandis que le PDP a une position diplomatique plus proche des États-Unis, impliquant des politiques plus restrictives en matière d'échanges avec la Chine.

Avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 et la répression violente à Hong Kong par la suite, une partie croissante des jeunes de Taïwan est devenue hostile à la possibilité d'une éventuelle réunification avec la Chine. L'exemple le plus frappant est sans doute le mouvement Tournesol de 2014, lorsque les étudiants occupèrent le parlement Taïwanais pendant un mois afin de s'opposer à l'accord de libre-échange avec la Chine. Ce mouvement témoigne clairement d'une nouvelle génération qui défend une frontière économique et symbolique entre la Chine et Taïwan. Le renouvellement générationnel s'illustre aussi sur le plan de l'identité nationale : tandis qu'une majorité de citoyens répondaient « Je suis TaïwanaisE et aussi chinoisE » dans les années 1990 (entre 42 et 47 % dans les années 1990, selon un sondage mené par l'Université nationale de Chengchi), la formule « Je suis taïwanaisE » est aujourd'hui majoritaire (58 % pour l'ensemble de la population, et 68 % des moins de 30 ans, selon le même sondage en 2019).

Sur le spectre politique, deux nouveaux partis affichant ouvertement leur position anti-Chine se sont créés en 2015 : le parti « New People Party » d'un côté, par les personnes actives dans le mouvement Tournesol, et le parti « Taïwan State Building Party » par d'anciens membres du Parti Démocrate Progressiste. Outre leur position similaire pour soutenir l'indépendance *de jure* de Taïwan, ces partis intègrent aussi des militants des mouvements sociaux (notamment les écologistes et les mouvements de paysans). Tandis que le nationalisme taïwanais des années 1980 et 1990 s'attachait au mouvement de démocratisation, aujourd'hui, avec la généralisation de la liberté politique, les générations nées après 1990 ne se contentent plus des positions des deux partis historiques et souhaitent construire une pensée du nationalisme taïwanais avec des valeurs progressistes (égalité de genre, écologie, meilleur système de redistribution, etc.). Avec le rajeunissement de la population, la réunification est aujourd'hui une offre politique ni attrayante ni crédible.

Ce désir de s'affranchir de la menace posée par la République populaire de Chine se traduit, par ailleurs, par une solidarité forte avec le peuple de Hong Kong. Après le mouvement des Parapluies de 2017, le gouvernement de Taïwan a tout de suite proposé des mesures pour accueillir les Hongkongais à Taïwan au titre de réfugiés. En même temps, l'opposition au gouvernement de Beijing ne se traduit pas par une hostilité envers la population chinoise. La société civile taïwanaise n'hésite pas à transmettre son savoir-faire dans l'espoir d'aider les citoyens chinois à lutter pour la justice. Ces luttes peuvent d'ailleurs se payer très cher : on pense à l'exemple récent du militant Li Ming Che qui reçut une peine d'emprisonnement de cinq ans (entre 2017 et 2022) après avoir été arrêté en Chine et inculpé pour « provocation et subversion du pouvoir d'État » suite à ses échanges avec des militants chinois.

QUI A PEUR DE PELOSI ?

Depuis le lancement de l'invasion russe en Ukraine en mars, Taïwan, île située à peine à 150 kilomètres du sud-est de la Chine, fait l'objet d'une attention sans précédent des médias occidentaux. Cet intérêt géopolitique a atteint son paroxysme au août dernier lorsque la présidente de la chambre

des représentants, Nancy Pelosi, est allée à Taipei, ce qui a suscité une réaction furieuse de Pékin qui procéda alors à une semaine d'exercices militaires autour de Taïwan, dans sa démonstration de force la plus menaçante depuis 1995. En France, le débat médiatique était à la fois clivant et caricatural : d'un côté, Lu Shaye, l'ambassadeur chinois en France, réitéra que « *Taïwan est une partie inséparable du territoire chinois* », une position d'ailleurs soutenue par Jean-Luc Mélenchon qui tenait un discours identique sur l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine qui pourtant n'a jamais contrôlé Taïwan. D'un autre côté, des médias et des élus n'oublièrent pas de souligner le modèle démocratique qu'incarne Taïwan, faisant l'analogie entre Ukraine/Russie et Taïwan/Chine et donc, implicitement, incluant Taïwan dans le champ des alliés contre la Chine. Ne serait-il pas plus juste d'analyser Taïwan sans le percevoir comme une simple image inversée de la Chine ? Certes, le statu quo ambigu de Taïwan est un héritage de la Guerre froide ; cependant, son histoire ne s'est pas arrêtée au moment de la partition de la Chine en 1949. Sur ce territoire en marge des Empires, se sont développées des vagues successives de luttes pour l'émancipation malgré les guerres et les menaces militaires qui les entourent. En exerçant une politique économique néocoloniale telle que celle du « One Belt, One Road » (ou « nouvelle route de la soie ») qui endette les pays en développement, et en violant les droits fondamentaux pour réprimer massivement le peuple Ouïghour au Xinjiang, il est indéniable que le gouvernement de Xi Jinping prend la voie d'un impérialisme impitoyable. Ignorer la lutte des citoyens taïwanais pour la démocratie et pour la paix, c'est renoncer à la tradition internationaliste, à la critique de l'État-parti et à la solidarité avec la revendication d'émancipation du peuple. Il est temps de trouver une troisième voie entre l'anti-américanisme et l'anti-communisme pour s'aligner sur la lutte des populations taïwanaises pour l'émancipation. □

1) Sur le plan économique, il existe un fort consensus de droite depuis l'élimination des communistes sous le régime de Chiang Kai-Shek dans les années 1940-1950.

2) Jusqu'à présent, Taïwan est toujours connue sous le nom de République de Chine.

Quel espace pour la critique à l'Université ?

PAR HÉLÈNE MARRA ET VALENTIN PANTIN

L'université est traversée par de grandes contradictions : soumise aux exigences de reproduction de la main-d'œuvre dans le capitalisme tardif, elle peut en même temps permettre l'appropriation des outils intellectuels de la part des masses en favorisant donc le développement d'une critique de la société capitaliste.

QU'ENTENDONS-NOUS PAR « CRITIQUE » ?

Dans *Les étudiants, les intellectuels et la lutte de classe*, Ernest Mandel¹ affirme que l'université « peut offrir une critique de la société existante dans son ensemble et dans ses détails, critique qui sera d'autant plus radicale et pertinente qu'elle sera sérieuse, érudite, et intégrera une grande masse de faits ».

La référence à la « critique » peut aussi être comprise dans le sens d'un outil de dépassement de la théorie « traditionnelle » dans laquelle « le savant et sa science sont intégrés à l'appareil social et les résultats positifs du travail scientifique sont un facteur d'autoconservation et de reproduction permanente de l'ordre établi² ». Contrairement à la Théorie traditionnelle, la Théorie critique vise donc à élaborer une analyse critique de la société qui accorde au sujet historique la prérogative de penser son système social et donc d'agir directement sur celui-ci pour le modifier. La différence ne se situe donc pas au niveau de l'objet d'étude mais de son sujet, émancipé, et de sa finalité, la modification de l'ordre social existant.

L'UNIVERSITÉ ENTRE REPRODUCTION ET ÉMANCIPATION

À la suite des événements de mai 1968, Mandel constate que le néo-capitalisme implique une tendance à

l'organisation systématique de toutes les sphères de la superstructure, c'est-à-dire au contrôle progressif de tous les éléments du procès de production, de circulation et de reproduction. Cette tendance est accentuée par la pénétration de la technique et l'accélération des processus de rationalisation dans l'ensemble de la sphère superstructurelle, ce qui implique une intégration à grande échelle du travail intellectuel au processus de production proprement dit.

Si le but principal des réformes libérales a toujours été celui de subordonner la fonction de l'université aux nécessités immédiates de l'économie, Mandel parle d'un changement par rapport au passé : on ne souhaite plus uniquement former la classe dominante mais créer un véritable marché des diplômés du supérieur régulé par la concurrence. La science y joue un rôle central car elle définit la manière de penser le monde social et contribue largement à la formation de la pensée dominante.

Depuis des décennies, les réformes néolibérales favorisent le phénomène de la reproduction sociale, l'hyper-qualification sur la base des exigences de la bourgeoisie, ainsi que la prolétarianisation du travail intellectuel dès la période des études (les stages, l'alternance et les projets tutorés

préparent en effet les étudiants au travail mal rémunéré). Le concept de « prolétarianisation » est toutefois indissociable de celui d'« aliénation » indiquant la perte d'accès aux moyens de travail et la subordination croissante du travailleur/euse à des exigences qui n'ont plus aucun lien avec ses talents ou ses besoins propres. Chez les étudiantEs, l'état d'aliénation implique l'impossibilité d'allier les études aux aspirations de la jeunesse à tel point que ils/elles peuvent confondre leurs besoins et désirs avec les intérêts de la classe dominante (c'est ce que Pierre Bourdieu appelle la « violence symbolique »). Tout en permettant un accès plus large au capital culturel, l'Université revêt également une fonction disciplinaire et reproductrice qui favorise l'assimilation de l'ordre social avec l'ordre naturel et garantit une intériorisation de la relation de domination.

L'Université est alors prise entre deux forces opposées : d'un côté, la réforme technocratique est mise en place de l'extérieur dans l'intérêt de la classe dominante ; de l'autre côté, une opposition radicale peut naître en son sein. Celle-ci nécessite toutefois un



soutien de la part d'autres secteurs de la société « *en dehors duquel elle devient essentiellement utopique et impuissante*³ ».

L'UNIVERSITÉ DANS LA SOCIÉTÉ NÉOLIBÉRALE

Le projet de la société néolibérale rend l'espace consacré à la critique de plus en plus exigu. Les réformes néolibérales de l'Université correspondent à un projet de reconstruction et de refondation du libéralisme dont le début peut être situé en 1938, année où s'est tenu le colloque Walter Lippmann. C'est en effet Lippmann même qui redéfinit le projet politique néolibéral comme étant un dépassement de la doctrine du laisser-faire selon laquelle l'état de la libre concurrence du marché est considéré comme un état naturel. Ce constat mène à une reconnaissance de la dimension politique et du rôle indispensable de l'État dans la construction « *d'un ordre économique, intrinsèquement variable et fondé sur une concurrence généralisée*⁴ ». Les politiques néolibérales permettent donc d'opérer des réajustements permanents de l'ordre social au mode de production capitaliste et à une économie en mouvement perpétuel. Loin d'être naturel

ou issu de la libre concurrence, cet « ordre nouveau », qui se définit comme un régime concurrentiel, est imposé par le droit commercial, par les lois, par les brevets ou encore par les contrats de propriété.

L'Université joue un rôle important dans l'agenda néolibéral en contribuant à un processus d'adaptation (à marche forcée) de la société à la mutation industrielle et marchande. Son inscription dans l'ordre néolibéral constitue ainsi une entrave au développement d'une recherche critique mais aussi à la formulation d'une critique de la société telle qu'elle est. Les réformes récentes accentuent en effet la relation de dépendance que l'Université entretient avec le capital. Aujourd'hui, les principaux obstacles sont constitués à la fois par les ingérences directes de la part de la sphère politique (comme nous l'avons observé en occasion de la polémique récente autour de l'islamogauchisme) et par des facteurs plus structurels concernant à la fois les mécanismes de construction des connaissances scientifiques, le financement de la recherche ainsi que son articulation, de plus en plus difficile, à l'enseignement.

La LPR (Loi de programmation de la recherche) a notamment contribué à affaiblir la recherche critique

à travers l'affirmation du rôle prépondérant attribué à l'ANR (l'agence française de financement de la recherche sur projets). Celle-ci impose des mécanismes de concurrence pour le décrochage des financements et des postes ainsi qu'un système de production des savoirs à court terme qui ne respecte pas le temps long de la production scientifique ainsi que sa dimension coopérative. Un autre facteur important est constitué par le démantèlement progressif du statut de fonctionnaire. La multiplication des statuts précaires des enseignantEs-chercheurEs (contrats LRU, chaires juniors, contractuels...) ainsi que le système d'individualisation des carrières, fondé désormais sur des demandes individuelles de repyramidage, aggravent la situation de soumission et de dépendance des chercheurEs. La réforme assigne l'évaluation des carrières à des comités locaux formés *ad hoc* (par les chefs des établissements et les directeurs des laboratoires) qui évaluent et dispensent des promotions et des primes individuelles sur la base des critères imposés par les logiques de l'offre académique, du « rayonnement » et de la recherche par projet. Les réformes n'ont pas épargné le système de l'enseignement. Dans le cadre du BUT (ancien DUT), l'évaluation



Banderole de l'institut de nanosciences de la Sorbonne, manifestation des étudiantEs et travailleurs des universités contre la réforme des retraites et la loi LPPR, Paris, 5 mars 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

des étudiantEs est désormais structurée par compétences « critiques » où le terme « critique » renvoie au caractère crucial de leur employabilité dans le monde économique ; ce qui contribue à balayer de fait la logique disciplinaire et donc les savoirs critiques. Coupables de s'intéresser au fonctionnement de l'ordre social dans son ensemble et non pas à l'une de ses dimensions, ceux-ci sont disqualifiés car considérés trop théoriques et pas assez spécialisés. Ces savoirs sont donc de moins en moins en phase avec les programmes universitaires mais aussi avec la recherche par projet et les politiques des laboratoires s'inscrivant, d'une façon concurrentielle, dans les différents « hubs »

stratégiques des universités. Établissements et formations sont donc en concurrence dans la course à l'innovation alimentée par de nombreux partenariats avec le monde de l'entreprise.

Les formations universitaires sont ainsi conçues sous le mode de la prestation, modulable et adaptable à la demande du marché du travail. La survie de nombreuses filières est d'ailleurs elle-même de plus en plus liée aux ressources issues de l'alternance (renforcée pendant la crise sanitaire) permettant de financer le matériel, les licences et les projets pédagogiques d'envergure.

Cela a un impact direct sur les maquettes des filières (devant être « attractives » pour les entreprises) et sur le travail pédagogique et de coordination des diplômés contribuant à générer une perte de sens pour les travailleurs/euses de l'ESR (enseignement supérieur et recherche).

L'ARME DE LA CRITIQUE CONTRE LE CAPITAL

Selon Mandel, depuis que le capitalisme existe, il y a toujours eu des situations sociales où, en raison de l'« *activité pas encore révolutionnaire* » de la classe ouvrière, se crée un vide politique qui peut



© Photothèque Rouge / JMB.

momentanément être rempli par les étudiantEs. Aujourd'hui, de nouveaux acteurs ont fait irruption sur la scène politique en essayant de combler cet espace vide : Gilets jaunes, jeunes activistes écologistes, femmes, sans papiers, travailleurs/euses du secteur des services et des plateformes... Le tournant autoritaire qu'a pris l'État français demande en outre une réaction urgente de la jeunesse qui pourrait participer à la construction d'un mouvement plus large défendant une perspective anticapitaliste, antifasciste et antiraciste et réclamant des mesures radicales pour préserver l'environnement face au désastre climatique.

L'intégration croissante du travail intellectuel dans le procès de production permet de doter la science d'un potentiel transformateur pour répondre aux problèmes et aux crises majeures de notre époque (les crises écologiques, les zoonoses, les nouvelles guerres inter-impérialistes, les mutations du capitalisme ...). La plus grande facilité d'accès des étudiants à des informations et à des connaissances permettant une analyse critique des phénomènes de domination et des contradictions de la société bourgeoise permet d'accroître considérablement leur pouvoir de contestation et leur rôle de détonateur des luttes. Les étudiantEs peuvent donc fournir les

savoirs scientifiques indispensables pour (re)construire la conscience.

Cependant, le changement social ne jaillit pas directement de l'activité scientifique, il est propulsé par la recherche de voies possibles d'émancipation à partir d'une articulation, constamment renouvelée, entre la réflexion théorique et la pratique sociale. Il est donc indispensable que les chercheurEs critiques se constituent en collectifs, qu'ils réfléchissent aux canaux et formats de diffusion et de vulgarisation, qu'ils élaborent des collaborations avec d'autres secteurs de la société (militants, culturels, associatifs ...). Il faut que les étudiantEs et les autres travailleurs/euses de l'ESR soient impliqués dans ces projets pour que l'Université tisse des liens avec la société, analyse et décrive, avec les outils et le niveau d'exigence de la science, les expériences des travailleurs/euses et des opprimés.

L'ACTUALITÉ DES MOUVEMENTS DE L'ESR

L'existence d'une hétérogénéité croissante d'étudiantEs voulant accéder aux études supérieures se heurte à



un système universitaire à plusieurs vitesses où règne une concurrence accrue entre les établissements publics (souffrant de l'austérité) et les écoles privées, avantagées par les réformes. L'Université contribue donc grandement à reproduire les inégalités, obligeant les jeunes à se plier aux aléas de l'algorithme de Parcoursup, à élaborer des stratégies pour pouvoir accéder aux études plutôt qu'à suivre leurs propres aspirations.

Très fragilisé, le mouvement étudiant est donc actuellement traversé par l'ensemble de ces questions. En réclamant l'inscription des étudiants rejetés par la plateforme Parcoursup, le mouvement des sans facs de Nanterre se présente comme le fer de lance de la révolte contre la sélection à l'Université. Il a toutefois raté l'occasion d'élargir la révolte en incluant une majorité des étudiantEs et du personnel enseignant et cela malgré le fait que l'indignation vis-à-vis des procédures de sélection et de la nature aliénante et chronophage du travail sur la plateforme effectuée par les équipes pédagogiques soit encore aujourd'hui largement partagée.

Trop centré autour de son autoreprésentation sous la forme d'un spectacle, le mouvement n'a pas réussi à donner la parole à des secteurs plus amples pouvant partager la défense du droit d'accès à l'éducation pour tous les bacheliers/ères. Cela dit le caractère rebelle ainsi que la fonction innovatrice des luttes des mouvements étudiants restent d'actualité.

Pendant la pandémie, les étudiantEs, isoléEs et précariséEs, se sont saisiEs des médias sociaux pour centraliser leurs témoignages et donner voix à leur protestation à travers le hashtag #étudiantsfantômes. Tout en précisant que la participation politique en ligne en milieu étudiant présente des grandes disparités entre les différentes filières et milieux sociaux, l'usage politisé de la technologie d'une partie d'entre elles a permis une circulation rapide des revendications (sur le climat, la lutte contre le racisme et les oppressions...) ainsi que des formes d'appropriation locale des répertoires de protestation internationaux. Bien

que souvent éphémères et réticents à l'adhésion idéologique et à la participation dans les organisations syndicales et militantes, ces mouvements s'inscrivent dans l'histoire de la contestation étudiante tout en expérimentant de nouvelles formes d'organisation et de mobilisation.

La question de l'auto-organisation et l'expérimentation de formes démocratiques émerge également, d'une façon intéressante et nouvelle, dans les mobilisations du personnel contre la LPR et, en particulier, dans le cadre du collectif des « facs et labos en lutte ». Créé par un certain nombre d'organisateurEs et organisatriceEs des anciens mouvements étudiants ayant notamment remporté une victoire dans le contexte de la lutte contre le CPE, ce collectif arrive à mobiliser largement et cela malgré son inscription temporelle dans le début de la pandémie. Il a en effet réussi plusieurs journées de mobilisation dont « la Journée de l'Université morte » du 5 mars 2020.

Le collectif des « facs et labos en lutte » a en outre assuré une présence au sein des trois composantes de l'ESR (enseignantEs, salariéEs non enseignantEs, étudiantEs) réclamant à juste titre un rôle à jouer dans la construction d'un autre projet d'Université. Très importante à souligner a été également la forte mobilisation du personnel enseignant précaire et cela en dépit du fait que les BIATSS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, techniciens, administratifs et personnel socio-sanitaire) ainsi que les étudiantEs, se soient progressivement éloignéEs du collectif. Les BIATSS présentent en effet des problématiques qui peuvent être assez éloignées de celles des enseignantEs chercheurEs tandis que les étudiantEs n'ont pas réussi à s'inscrire d'une façon autonome dans la mobilisation. L'articulation des différentes composantes dans des revendications générales tout en respectant les besoins et les intérêts spécifiques de chaque groupe reste un défi majeur pour le succès des mobilisations dans l'ESR.

Malgré ces limites, le collectif a su innover tant sur le plan organisationnel que sur celui des formes de lutte. La mise en place des deux coordinations nationales des facs et labos en lutte – visant à coordonner

la mobilisation, élaborer des revendications communes et organiser les débats – a permis la constitution d'une sorte de « déjà là » de l'Université ouverte à laquelle aspiraient les militantEs. Un autre élément intéressant est constitué par l'utilisation des répertoires médiatiques (pétitions en ligne, mise en circulation rapide des nombreuses résolutions contre la réforme approuvées dans les assemblées sur le territoire national). Les outils numériques ont été utilisés à la fois comme cadre organisationnel (mobiliser et coordonner les actions) et comme moyen pour centraliser l'information militante. Beaucoup d'énergie a été consacrée à la construction de l'expertise sur la réforme, indispensable pour armer les militantEs et mobiliser leur entourage. Il y avait en effet la possibilité d'affilier son équipe, son labo ou sa revue au collectif en utilisant le matériel disponible en ligne pour convaincre (argumentaires sur la LPR ou supports prêts à l'utilisation dans les AG). Le site de l'Université ouverte (qui fait référence au mouvement de la science ouverte) a permis de regrouper l'ensemble des informations et des initiatives militantes. Au final, le collectif a su imposer le thème autour du contrôle de l'Université et a favorisé l'expression large d'une remise en question radicale de l'Université bourgeoise dont la structuration et l'organisation, à l'image de la société, sont faites pour exclure et asservir l'ensemble de ses composantes.

Dans le contexte actuel, il est urgent d'élargir la lutte au fonctionnement et au contrôle de l'ESR et au droit à l'éducation, de réclamer l'égalité d'accès et des moyens, de construire une université ouverte, autogérée par ses travailleurs/euses et ses étudiantEs et impliquée dans la construction de savoirs critiques permettant de répondre aux grands défis de notre époque. □

1) Mandel, Ernest, 1979, Les étudiants, les intellectuels et la lutte de classe, Éditions La Brèche, Paris.

2) Horkheimer Max, 1974, Théorie traditionnelle et théorie critique, Traduction de Maillard C. et Muller S., Gallimard, p. 25.

3) Mandel, 1979 op. cit.

4) P. Dardot et C. Laval (2010), La nouvelle raison du monde, Paris, La Découverte, p. 175.

Amérique latine : une nouvelle « vague rose » ?

PAR FRANCK GAUDICHAUD

On parle dernièrement d'un retour des gouvernements dits « progressistes ». Il y aurait d'ailleurs plusieurs dénominations possibles et beaucoup à débattre sur ce terme. L'étiquette « progressiste » permet de désigner cette impulsion plutôt à gauche ou national-populaire, en partie comparable avec le début des années 2000 : rappelons-nous l'élection de Chávez au Venezuela puis, à partir de 2002, celles de Lula au Brésil, et ensuite d'Evo Morales en Bolivie et de Correa en Équateur.

Il s'est produit une assez longue période « d'âge d'or » de ces gouvernements progressistes avec des avancées sociales favorisées par un contexte économique très favorable, qui a permis des politiques de redistribution des rentes extractives (minerais, pétrole, agrobusiness) sans que soit radicalement remis en cause le pouvoir des classes dominantes.

On est ensuite entré dans une période très dure marquée par des coups d'État ou coups de force institutionnels ou encore par le retour des droites par la voie électorale et une ascension brutale des forces réactionnaires et conservatrices. Elle a aussi sanctionné les limites stratégiques de la poussée progressiste, de « réformes par en haut », contexte accéléré par l'effondrement du processus bolivarien du fait des sanctions externes mais aussi pour des raisons internes (« bolibourgeoisie », corruption, économie rentière, etc.).

Depuis 2018, on assiste à un retour de ce que certains désignent sous le terme d'un moment de « progressisme tardif » avec l'élection de Lopez Obrador au Mexique et, dans la foulée, le retour au pouvoir du péronisme de gauche en Argentine incarné par Cristina Kirchner. En Bolivie, c'est le retour au pouvoir du MAS (Mouvement vers le socialisme) en 2020 avec de nouvelles figures et une nette victoire électorale face aux réactionnaires. On peut aussi

citer le Honduras ou encore l'élection surprise de Pedro Castillo au Pérou. Cette dynamique se voit confortée par l'importante élection de Gustavo Petro, plutôt au centre-gauche, et de sa colistière Francia Marquez, très engagée notamment dans la lutte de la communauté afro-colombienne dont elle est issue, dans un pays dominé par une des oligarchies les plus violentes du continent. L'avenir de ce « progressisme tardif » se joue aussi évidemment dans les élections au Brésil en ce mois d'octobre, alors que Lula est en ballottage favorable, mais aussi quand le bolsonarisme apparaît comme enkysté dans de larges franges de la société et de l'État.

Il faut souligner que cette nouvelle période se déroule dans un cadre très dégradé marqué par la pandémie, une forte inflation, l'impact du basculement climatique dans les Amériques et une crise économique profonde (avec des cas « extrêmes » comme en Haïti et au Venezuela). Elle se caractérise également par la remontée en force de mouvements populaires : en 2019, il y a eu de grandes mobilisations et soulèvements au Chili, en Colombie, en Haïti et en Équateur, des mobilisations aux facteurs multiples, souvent interclassistes, très puissantes et radicales, où les mouvements féministes, les mouvements indigènes et la jeunesse radicalisée ont pris une place

majeure. Cette jeunesse est en rupture avec toute une partie du système politique, des partis, qu'il soit de droite ou de gauche, comme en témoigne un taux d'abstention record, de plus de 50 % dans plusieurs pays. Ces ruptures « par en bas » ont néanmoins du mal à déboucher politiquement, à défaut de grandes organisations anticapitalistes capables de les alimenter et d'offrir des débouchés (comme vient de le rappeler l'expérience chilienne).

C'est un contexte de turbulences où les droites et extrêmes droites sont à l'offensive, souvent alliées au courant conservateur des Eglises évangélistes, aux grands propriétaires terriens et au grand patronat, avec le soutien d'un champ médiatique totalement aux ordres du capital. La réaction, la répression et l'arbitraire étatique peuvent aussi s'incarner dans des formes « sui generis » comme c'est le cas au Nicaragua avec le clan Ortega. En toile de fond, se joue également un affrontement inter-impérialiste qui monte en puissance entre les États-Unis qui restent les « maîtres » au plan géopolitique et militaire, et la Chine dont la présence économique est en pleine expansion. □

(texte basé sur un entretien vidéo réalisé à l'Université d'été du NPA et disponible en intégralité sur la chaîne Youtube de L'Anticapitaliste)

Brésil : fin du cauchemar ?

PAR MICHAEL LÖWY

Le résultat du premier tour des élections brésiliennes du 2 octobre est mitigé. Certes, Lula, le candidat du Parti des Travailleurs, est en tête, avec 48,4 % des voix. Mais l'espoir d'une victoire au premier tour s'est évanoui et, surtout, il est talonné de près par Jair Bolsonaro, le candidat néofasciste, avec 43,2 % – beaucoup plus que ce que lui accordaient les sondages.

Il y aura donc un deuxième tour le 30 octobre, qui, sauf retournement inattendu, devrait être gagné par Lula. Cependant, les partisans de Bolsonaro semblent prendre le contrôle du Parlement et de plusieurs gouvernements régionaux. Bref, le courant néofasciste va probablement perdre la présidence, mais reste une force politique extrêmement puissante.

Les classes dominantes brésiliennes n'ont jamais eu une grande tendresse pour la démocratie. Héritières de trois siècles de colonisation européenne et quatre siècles d'esclavage, elles ont manifesté, au cours des dernières cent années, une forte propension aux États d'exception : de 1930 à 1945, pouvoir personnel du caudillo Getulio Vargas ; 1964-1985, dictature militaire ; 2016 : coup d'État pseudo-parlementaire contre la présidente élue, Dilma Rousseff ; 2018-2022 : gouvernement à tendance néofasciste de Jair Bolsonaro. Les périodes plus ou moins démocratiques semblent des parenthèses entre deux régimes autoritaires.

Les quatre années de la présidence de Bolsonaro ont été un immense désastre pour le peuple brésilien. Élu avec le soutien de la presse bourgeoise, des milieux d'affaires, des propriétaires fonciers, des banques, des Églises néo-pentecôtistes, il a profité du fait que Lula, le seul adversaire capable de le battre, avait été mis en prison, sous de fausses accusations. Certes, l'ancien capitaine n'a pas pu réaliser son rêve de rétablir une dictature militaire et de fusiller « trente mille communistes ». Mais il a saboté toute politique sanitaire face au Covid, avec pour résultat plus de 600 000 morts ; il a ravagé les fragiles services publics (santé, éducation, etc.) brésiliens ; il a réduit à la misère des dizaines de millions de Brésiliennes et Brésiliens ; il a activement soutenu la destruction de l'Amazonie par les rois du soja et du bétail ; il a promu des idées néofascistes, homophobes, misogynes, climato-sceptiques ; il a soutenu les milices paramilitaires (responsables de l'assassinat de Marielle Franco) ; et il n'a pas cessé de tenter de mettre sur pied un régime d'exception.

LES ÉLECTIONS D'OCTOBRE 2022 METTRONT-ELLES FIN À CE CAUCHEMAR ?

Lula va probablement l'emporter lors du deuxième tour le 30 octobre. Mais Bolsonaro, suivant l'exemple de son modèle politique, Donald Trump, a déjà annoncé qu'il ne reconnaîtra pas un résultat défavorable : « *si je perds, c'est que le vote a été falsifié* ». Une partie de l'armée, fortement représentée dans son gouvernement, semble le soutenir : ira-t-elle jusqu'à prendre l'initiative d'un coup militaire contre le président élu, c'est-à-dire Lula ? On ne peut pas exclure cette hypothèse, même si elle ne semble pas la plus probable : l'armée brésilienne n'a pas l'habitude de bouger sans le feu vert du Pentagone et du Département d'État ; or, en ce moment, Biden n'a pas intérêt à soutenir un Trump tropical à la tête du Brésil. Bolsonaro tentera de mobiliser ses soutiens – policiers, miliciens, généraux à la retraite, pasteurs néo-pentecôtistes, etc – pour créer une situation de crise comparable à celle provoquée par Trump autour du Capitole après sa défaite électorale.

Avec le même succès que son idole nord-américaine ?

Malgré le très discutabile choix d'un politicien bourgeois réactionnaire (Geraldo Alckmin) comme candidat à la vice-présidence, il est évident que Lula – Luis Inacio da Silva, ancien ouvrier métallo, dirigeant syndical des grandes grèves de 1979, et fondateur du Parti des Travailleurs – incarne en ce moment l'espoir du peuple brésilien de mettre un terme à l'épisode néofasciste des quatre dernières années. Il est soutenu par une large coalition de forces, qui inclut non seulement la plupart des organisations de la gauche et du mouvement social – syndicats, mouvement des sans-terre, mouvement des sans-toit – mais aussi de larges secteurs de la bourgeoisie industrielle, qui – contrairement aux propriétaires fonciers, qui restent fidèles à Bolsonaro – sont arrivés à la conclusion que l'ex-capitaine n'était pas une bonne option pour les affaires. Il faut reconnaître que la bataille électorale n'a pas été précédée par une montée des mobilisations populaires comme en Colombie.

Le Parti Socialisme et Liberté (PSOL), la principale force de la gauche radicale et/ou anticapitaliste au Brésil – où se trouvent plusieurs courants associés, sous une forme ou une autre, à la Quatrième Internationale – a décidé, après un long débat interne, de soutenir Lula dès le premier tour. Un petit courant dissident, dirigé par l'économiste Plinio de Aruda Sampaio Jr, en désaccord avec ce choix, a quitté le Parti, mais les principaux courants de gauche du PSOL – comme le MES, Mouvement de la Gauche socialiste, dont la porte-parole, Luciana Genro, fut candidate du PSOL à la présidentielle en 2014 – malgré leur désir d'une candidature propre du PSOL au premier tour, ont accepté la décision majoritaire et ont activement participé à la campagne en soutien de Lula.

À LA VEILLE DE NOUVELLES CONFRONTATIONS DE CLASSE

La plupart des militants du PSOL n'ont pas d'illusions sur ce que serait le gouvernement dirigé par Lula et

le Parti des Travailleurs : sans doute une version, encore plus édulcorée, des politiques social-libérales de conciliation de classe des expériences antérieures sous l'égide du PT. Certes, ces expériences ont permis certaines avancées sociales, mais il n'est pas sûr que ce sera le cas cette fois-ci. Cela va dépendre, bien entendu, de la capacité de la gauche radicale et, surtout, des mouvements sociaux, de mobiliser, de façon autonome et indépendante, les exploités et les opprimés. Il n'empêche : il est évident que le vote pour Lula est une nécessité incontournable pour libérer le peuple brésilien du sinistre

En outre, Lula sera, comme Dilma Rousseff, sous la menace permanente d'un « coup d'État parlementaire ». Cela résulte d'un choix désastreux pour la vice-présidence : Geraldo Alckmin, ancien gouverneur de São Paulo, l'ancien adversaire de droite battu par Dilma Rousseff en 2014. Lula l'a sans doute choisi pour donner des gages à la bourgeoisie et désarmer l'opposition de droite. Mais il a ainsi donné une arme décisive aux classes dominantes. Si Lula prend la moindre mesure qui ne plait pas à l'oligarchie brésilienne, qui contrôle la majorité du parlement, il sera l'objet d'une procédure



© Marcelo Freixo / Wikimedia commons

cauchemar qu'a signifié le régime de Jair Bolsonaro.

Une fois élu, Lula devra affronter beaucoup de difficultés : l'opposition farouche de secteurs de l'Armée, des rois du bétail et du soja, des Églises néo-pentecôtistes, des partisans fanatiques (souvent armés) de Bolsonaro... Il risque d'avoir face à lui un Congrès hostile, dominé par des forces réactionnaires ; l'actuelle Chambre est contrôlée par ce qu'on appelle « les 4 B : boeuf, banques, bible, balles », c'est-à-dire les propriétaires fonciers, le capital financier, les sectes évangéliques et les milices paramilitaires. Une des batailles décisives de l'avenir sera le sauvetage de l'Amazonie, en train d'être détruite par l'agrocapitalisme.

d'*impeachment*, comme ce fut le cas avec Dilma en 2016. Dans ce triste précédent, elle fut sanctionnée sous des prétextes ridicules, et remplacée par le vice-président, Temer, un réactionnaire du prétendu « centre » bourgeois. La même chose pourrait arriver à Lula : *impeachment* et remplacement par Alckmin. Le colombien Gustavo Petro a été plus habile, en choisissant comme colistière Francia Marquez, une femme afro-colombienne, féministe et écologique... Cela dit, l'impératif du moment, en octobre 2022, est, sans aucun doute, le vote pour Lula. Comme l'avait si bien expliqué Trotsky, il y a presque un siècle, la plus large unité de toutes les forces du mouvement ouvrier est la condition nécessaire pour battre le fascisme... □

Colombie : Gustavo Petro à l'épreuve du pouvoir

PAR PATRICK GUILLAUDAT

Le 19 juin 2022, l'élection en Colombie avec 50,44 % des voix du candidat de gauche Gustavo Petro comme président de la République et de Francia Marquez comme vice-présidente marque un tournant majeur dans le pays, mais aussi pour l'Amérique latine¹.

En effet, la Colombie est considérée comme une base avancée des USA en raison de sa situation stratégique, coincée entre l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, permettant grâce à la présence militaire étatsunienne sur place une surveillance de la mer des Antilles tout en gardant un œil sur le reste de l'Amérique latine. Les partis colombiens de droite ont toujours veillé à ce que la gauche politique et les mouvements sociaux colombiens restent en dehors du pouvoir politique. En cela, la victoire du ticket Petro/Markquez constitue une rupture avec l'histoire contemporaine du pays.

L'EXCEPTION COLOMBIENNE

On pourrait facilement croire que la Colombie ayant toujours été gouvernée à droite, son peuple soit resté en dehors des soubresauts du monde latino-américain. En effet, la droite est au pouvoir sans discontinuer et le pays n'a pas été touché par la « vague progressiste » du début des années 2000. Mais alors comment comprendre que dans ce pays se soient installées deux des plus puissantes guérillas du continent, avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale) ? L'explication remonte à 1948, date de l'assassinat du libéral Jorge Eliécer Gaitan, où la bourgeoisie la plus

conservatrice a déclenché une vague d'exécutions de masse contre l'opposition et tout ce qui se rapportait de près ou de loin à des organisations sociales. Cette période de l'histoire colombienne, la *Violencia*, va durer jusqu'aux années 1960 et faire entre 100 000 et 300 000 morts. C'est durant ces années que la gauche colombienne va faire le choix de la survie et opter pour la lutte armée. Les FARC vont se constituer à partir du Parti communiste colombien tandis que l'ELN se crée plutôt autour des partisans de la révolution cubaine, notamment guévaristes, et de chrétiens de la Théologie de la Libération, adeptes de Camilo Torrès. Même la gauche nationaliste va se retrouver obligée d'opter pour la clandestinité, totale ou partielle. C'est par exemple le cas du M-19 (Mouvement du 19 avril) qui a déposé les armes en 1990 et dont est issu Gustavo Petro.

Une tentative de retour à la vie politique légale a été tentée par les FARC à partir de 1984 avec la création de l'Union Populaire. Mais ses militants seront pourchassés. Un rapport du Centre national de Mémoire historique a répertorié 4 153 militants assassinés entre 1984 et 2002². Rien d'étonnant à que les organisations armées aient pu subsister, la population ne voyant aucune issue démocratique et légale à ses revendications, toute demande

sociale débouchant sur une répression féroce.

C'est à cause de cette guerre interne que va se développer en Colombie une forme particulière d'État, avec des forces armées principalement engagées dans la lutte contre « l'ennemi intérieur » et la création de groupes paramilitaires, utilisés par le pouvoir pour les tâches « non officielles », tout cela le plus souvent en alliance avec les groupes de narcotrafiquants³. Malgré cette situation délétère, les USA se sont appuyés sur le pouvoir colombien pour développer une forte présence militaire au prétexte de la « lutte anti-drogue », renforcée avec la signature du Plan Colombie en 1999, plan qui entre en vigueur en 2001. Derrière l'objectif annoncé de développer le pays et de lutter contre les inégalités sociales et le trafic de drogue se cache un motif tout autre : désarmer les organisations de guérilla, en premier lieu les FARC, et maintenir la Colombie sous domination US⁴. Depuis cette période se sont succédé des gouvernements dont les programmes se limitaient à plus ou moins de surenchère dans leur engagement à lutter contre le « terrorisme », la palme du cynisme revenant au président Alvaro Uribe, ancien maire de Medellín, intimement lié au narcotraffic, élu en 2002 pour éradiquer la guérilla. Durant ses deux mandats, il favorisera le développement



Manifestation sur la Plaza de Bolívar de Bogota contre la destitution de Petro en 2014. © Juan Carlos Pachón / Wikimedia commons

des groupes paramilitaires qui multiplieront les exactions, en particulier dans les campagnes, jalonnées d'exécutions sommaires, de destruction de cultures par épandage chimique et de déplacement de populations.

Mais cette guerre contre les FARC sera un échec : la guérilla existe toujours et la population colombienne revendique de plus en plus ouvertement que s'engagent des pourparlers de paix. C'est une des explications à la victoire en 2010 du successeur d'Uribe, Juan Manuel Santos, artisan de l'accord de paix signé entre le gouvernement colombien et les FARC en 2016. La droite « uribiste » tente de saboter cet accord et cherche à le détourner pour désarmer les FARC tout en préservant l'essentiel des groupes armés de droite qui font régner la terreur dans les campagnes. Cette situation est utilisée pour mener une campagne de dénonciation de l'accord de paix, d'autant plus efficace que cette paix semble hors de portée⁵.

Dès lors, Iván Duque, candidat ultra-conservateur aux élections présidentielles de 2018 et prête-nom d'Uribe, n'a eu de cesse de reprendre cette revendication, largement partagée par les médias colombiens. Dès son élection, il a repris la politique de répression de son mentor, et en 2021 les

organisations internationales n'ont pu que constater que seulement 30 % des dispositions de cet accord étaient mises en œuvre.

NOUVELLES FORMES DE DOMINATION ET RÉSISTANCES

Pour comprendre ce triptyque signature/dénonciation/relance de l'accord de paix, il faut revenir sur les modifications profondes de l'économie colombienne. Comme dans le reste du continent, des réformes néolibérales ont été mises en œuvre en Colombie, et durant la dernière décennie du XX^e siècle ont été mises en chantier les réformes du marché du travail, l'allègement de la fiscalité, et le désengagement de l'État dans les dépenses sociales. Outre ce copier-coller des recettes néolibérales, l'État colombien a décidé de transférer une grande partie de ses politiques sociales vers les entités administratives locales ou régionales, renforçant le clientélisme ambiant.

Mais derrière ces réformes se cache aussi une modification profonde du capitalisme colombien. Le principal vecteur de croissance et d'exportation n'est plus l'agriculture (en particulier le café), mais le secteur minier, qui va rapidement devenir dominant et attirer les investisseurs étrangers. La Colombie va entrer dans le cycle d'une

économie rentière soumise au marché mondial. Cependant l'exploitation minière nécessite des prospections et surtout la sécurisation des lieux d'extraction, rendue difficile par la présence de groupes armés sur une partie non négligeable du territoire. Deux solutions très différentes pour sécuriser ce modèle de développement primaire se présentaient. La première consistait à mener une lutte à mort contre ces groupes – c'est un enjeu prioritaire du Plan Colombie. C'est cette stratégie qui a été choisie par la bourgeoisie colombienne en appuyant la candidature d'Alvaro Uribe pour l'élection présidentielle de 2002. La deuxième solution s'est imposée à la suite de l'échec de cette méthode : négocier un accord de paix ouvrant la porte à la circulation libre dans les zones de future exploitation. C'est ce qui a été mis en œuvre par le nouveau président Santos, élu en 2010 et réélu en 2014, stratégie à nouveau dénoncée ensuite par son successeur Iván Duque, élu en 2018.

Les effets de cet extractivisme sont rapidement devenus une cause des mobilisations des peuples indigènes qui exigent de rester sur leurs territoires



ancestraux et dénoncent les conséquences sociales, sanitaires et environnementales de ce nouveau modèle productif. Commencent ainsi à émerger des connexions entre ces mouvements issus des campagnes, celui de la jeunesse urbaine, sensible aux luttes pour la défense de l'environnement et le mouvement syndical en lutte contre la flexibilisation accrue du travail et les ravages sociaux causés par le néolibéralisme. S'il y a eu des grèves étudiantes, en 2011 et 2018 notamment, la forte mobilisation d'avril/mai 2019 est une lutte globale contre les mesures antisociales d'Yvan Duque, en particulier contre sa réforme fiscale, mais aussi contre la privatisation des caisses de retraite et la nouvelle réforme du code du travail. Cette révolte populaire tend à unifier l'ensemble des secteurs sociaux contre la politique du gouvernement. Elle est suivie par celle de 2021, qui prend la forme d'une grève générale massivement suivie, dans la continuité de celle de 2019. Si le gouvernement abandonne son nouveau projet de réforme fiscale après quelques jours de manifestations et de grèves qui paralysent le pays, la mobilisation continue car les manifestants revendiquent aussi la fin des inégalités sociales et de la corruption et obtiennent l'abandon de la réforme néolibérale du système de santé⁶. La réforme fiscale est d'autant plus contestée qu'il s'agit de généraliser l'impôt sur les revenus tout en diminuant l'impôt sur les entreprises et en augmentant le taux de TVA sur des services essentiels (eau, électricité, etc.) et sur plusieurs produits alimentaires. En refusant d'augmenter les impôts des plus riches et en élargissant l'impôt aux plus pauvres, le gouvernement d'Yvan Duque a tenté de faire payer les dettes accumulées avec la pandémie de Covid-19 par les pauvres et les classes moyennes, bien que le taux de pauvreté ait augmenté d'un tiers entre 2020 et 2021. Rapidement cette conjonction de fait

des luttes sociales pointe du doigt un adversaire commun : les politiques néolibérales. En faisant irruption dans le champ politique, ces mouvements sociaux ont précipité la réorganisation de la gauche politique qui s'est effectuée par tâtonnements successifs. Il y a d'abord eu la création du Pôle démocratique alternatif, coalition de forces de gauche qui va se présenter pour la première fois aux élections présidentielles en 2006. Mais il y a aura surtout la création du Pacte Historique en 2021,

Marquez a gagné les élections présidentielles. Pourtant, la droite n'a pas été avare de jeter l'anathème sur la présence de Francia Marquez comme candidate à la vice-présidence et hurlait à la provocation⁷. Le Pacte Historique a réussi ce tour de force en articulant d'un côté la forte aspiration populaire à la paix avec sa promesse de relancer l'accord de 2016, et de l'autre côté un catalogue de mesures anti-néolibérales. La stratégie qui consistait à partir des aspirations ex-



Gustavo Petro depuis le balcon du Palacio de Liévano. © Prensa de Bogotá / Wikimedia commons

coalition de sept organisations, qui va amener à la victoire de Petro. Le PH en regroupant en son sein des animateurs nationaux et locaux de ces luttes et en présentant leurs candidatures pour les élections générales de 2022 a réussi à devenir hégémonique au sein des secteurs sociaux en lutte. Par cette imbrication, le Pacte Historique représente une fusion réussie entre les mouvements sociaux qui ont mobilisé largement en 2019 et 2021 avec des militants et courants politiques de gauche.

DES MOBILISATIONS À LA VICTOIRE ÉLECTORALE

Malgré l'opposition de la bourgeoisie et le déchaînement des médias contre les mobilisations sociales et les candidatures de gauche lors des élections de 2022, le ticket Petro/

primées par les mobilisations « d'en bas » pour construire un nouvel outil politique conçu comme débouché des revendications des luttes sociales a été payante.

Cette première victoire de la gauche dans l'histoire de la Colombie a accentué la crise de la droite, une droite secouée par les mobilisations de 2019 et 2021, partagée sur la question de l'accord de paix, et qui a mené une campagne hystérique avec les médias contre la candidature de Petro. Au point que c'est le candidat « trumpiste » Rodolfo Hernández qui est arrivé en tête de la droite au premier tour, balayant les partis traditionnels⁸. Mais après la victoire de Petro, la bourgeoisie a compris qu'il fallait éviter de tomber dans une situation à la brésilienne avec un Bolsonaro qui a réussi à se mettre à dos la plus

grosse partie du patronat brésilien. Pour cette raison, le Consejo Gremial Nacional (CGN), principale organisation patronale colombienne, a invité Petro dès le 19 juin à « *intégrer un programme commun qui vise l'union de notre pays et le développement social et économique de la Colombie*⁹ », prenant ainsi la place de la droite politique, défaite, divisée et en pleine reconstruction. En réponse, le 23 août 2022, le président Petro a invité le CGN pour discuter du projet de réforme fiscale, qui devrait rapporter 11 milliards de dollars et lui permettre de financer les dépenses sociales prévues dans son programme. Il a aussi demandé au CGN d'aboutir en 2023 à un accord avec les syndicats sur la réforme du travail.

RETOUR VERS LE FUTUR

La situation économique du pays est incertaine - même si l'OCDE prévoit une croissance du PIB qui dépasserait les 6 % car les inégalités n'ont pas cessé de s'approfondir avec un taux de chômage qui dépasse les 13 % et un taux d'emploi formel qui dépasse de peu les 50 %. Les incertitudes sur l'avenir ont incité le patronat à rechercher rapidement des garanties auprès de Petro. Cela passe par une relance des accords de paix ouvrant ainsi la voie à l'exploitation du sous-sol dans des secteurs jusque-là hors du contrôle par l'État. Pour y parvenir, Petro a accéléré le processus et cherche à le généraliser pour l'ensemble des groupes armés. Il a proposé son élargissement à l'ELN et déjà demandé l'ouverture de négociation avec les cartels de la drogue, promettant des peines adaptées et le refus de toute extradition aux USA¹⁰ en échange de l'arrêt de la violence. Un des objectifs est aussi de relancer le projet de réforme agraire, dont une partie est prévue dans l'accord de paix mais n'a jamais été mise en œuvre. Minoritaire au Parlement, pour arriver à ses fins, le gouvernement Petro compte sur une partie de la droite, en particulier celle qui a soutenu Santos. En composant son gouvernement, Petro a nommé à des postes clefs des membres de partis de droite, issus de l'opposition, voire d'anciens ministres des gouvernements précédents et affirme ainsi sa volonté de s'associer à une droite anti-Uribe¹¹. D'un point de vue plus global, cette action repose sur sa conviction d'une vision de la

Colombie non pas comme une société capitaliste dépendante mais comme une société féodale. Pour lui, avant d'arriver à une société égalitaire il faut d'abord créer une Colombie capitaliste avec une bourgeoisie nationale développée. Pas sûr que cette vieille antienne résiste aux exigences populaires qui lui ont permis d'accéder au pouvoir¹². Quant aux USA, bien que la politique étrangère de ce pays soit prioritairement orientée vers l'Asie en raison du conflit avec la Chine, il n'est pas certain que Biden se satisfasse de la nouvelle neutralité affichée par le président Petro, d'autant que le nouveau président colombien veut revoir l'accord de libre-échange qui le lie aux USA et a décidé de renouer les relations diplomatiques avec le Venezuela.

La Colombie de Petro s'insère dans une séquence relativement longue en Amérique latine où dans de nombreux pays, l'arrivée au pouvoir de nouveaux partis de gauche est portée par les vagues de luttes sociales qui ont précédé ces victoires électorales. Débutée en 1998 avec l'élection d'Hugo Chávez, elle semblait se refermer avec le retour de la droite en Équateur, le coup d'État contre Morales en Bolivie, la victoire de Bolsonaro au Brésil ou la défaite du Frente Amplio en Uruguay.

Pourtant, très récemment, les victoires de Boric au Chili, de Castillo au Pérou et de Petro en Colombie ont montré que nous sommes toujours dans la même séquence... mais avec de fortes nuances. Le discours anti-impérialiste de la première vague s'est largement estompé et ces trois nouveaux présidents sont bien plus enclins à élargir leur majorité vers une partie de la droite. Ces trois nouveaux élus sont empêtrés dans leur choix de respecter des institutions alors qu'aussi bien Chávez que Correa ou Morales avaient fait le choix politique, pour modifier la donne, de convoquer immédiatement une assemblée constituante en s'appuyant directement sur les mobilisations sociales qui ont suivi leurs victoires¹³. Petro a décidé de ne pas profiter de la fenêtre ouverte par la défaite de la droite pour avancer son avantage en s'appuyant sur l'euphorie provoquée par sa victoire au sein de la population.

Du point de vue du pouvoir politique, les espoirs de transformation sociale du peuple colombien sont désormais suspendus aux lois qui seront adoptées ou non par la coalition

gouvernementale. Pas sûr que la fraction de la droite qui soutient le gouvernement et le patronat aillent dans le même sens que la population qui a massivement lutté en 2019 et 2021. Au vu de l'ampleur des mobilisations passées, pas sûr non plus que le peuple colombien se satisfasse longtemps de cet entre-deux. □

1) Pour aller plus loin sur la Colombie, le n°151 de la revue FAL-Mag (France Amérique Latine - Magazine) de juillet 2022 a publié un dossier très complet sur la situation en Colombie.

2) Ce chiffre a été réévalué en 2022 à 5733 en incluant les années postérieures à 2002.

3) L'ancien président Uribe est des plus illustres représentants de l'accession au pouvoir de la classe politique alliée aux narcos.

4) Un rapport de 2001 établi pour le compte du gouvernement colombien établit pourtant que si les organisations de lutte armées étaient responsables de 2,5% du trafic de drogue, les organisations paramilitaires l'étaient pour 40 %. Pourtant elles sont totalement épargnées. Afin de lutter contre la guérilla, dans le cadre de la lutte contre-insurrectionnelle, sont organisées des campagnes d'épandage de produits chimiques, dont du glyphosate, aussi bien sur les cultures de coca que sur les autres cultures, cherchant ainsi à couper les sources de ravitaillement des groupes de guérillas, même si cela se traduit par une explosion de maladies, notamment chez les enfants.

5) Voir par exemple l'affaire des faux-positifs, ces paysans exécutés par l'armée ou les paramilitaires, présentés comme assassinés par des membres de la guérilla.

6) La Colombie est d'après la Banque Mondiale le deuxième pays le plus inégalitaire d'Amérique latine et le 7^e au monde.

7) Très jeune, elle milite contre l'exploitation minière dans sa région et, menacée de mort, elle est obligée de se réfugier à Cali. Son engagement pour les droits humains, les droits des femmes et la défense des communautés rurales provoque un déchaînement à droite. Rescapée d'un attentat en 2019, elle est la première afro-colombienne élue à la fonction de vice-présidente.

8) À noter que ce candidat a été soutenu par Ingrid Betancourt et son parti, le Partido Verde Oxígeno.

9) Un sondage Gallup montre que Petro avait 62 % d'opinions favorables chez les hommes d'affaires mi-juillet.

10) Ces extraditions vers les USA sont facilitées depuis la signature du Plan Colombie et en vertu d'accords qui lui ont succédé.

11) Outre la coalition qui l'a soutenu, il a obtenu l'appui du Parti Alliance Verte, du Parti Liberal, de Force Citoyenne, de l'Alliance Sociale Indépendante, de Communes, du Parti de l'Union pour les Gens et du Parti Conservateur lui permettant de gagner la majorité au Parlement. À noter que la Parti pour l'Union des Gens a fait partie un temps de la coalition qui a soutenu Uribe en 2006 puis Duque en 2018.

12) Dans une interview à El País du 19 septembre 2019, il affirme même que « mon programme de gouvernement est la Constitution et mes réformes ne seraient pas qualifiées de gauche en Europe. Les besoins de la société colombienne ne sont pas de construire le socialisme, mais de construire la démocratie et la paix, point final ».

13) Pour un premier bilan de ces expériences, voir l'ouvrage de Pierre Mouterde et Patrick Guillaudat, Les couleurs de la révolution - la gauche à l'épreuve du pouvoir : Venezuela, Équateur, Bolivie, un bilan à travers l'histoire, éditions Syllepse, 2022.

Chili : comment expliquer le large rejet du projet de nouvelle Constitution ?

PAR FRANCK GAUDICHAUD ET MIGUEL URRUTIA

La nouvelle Constitution n'allait pas démanteler le néolibéralisme à elle seule, mais elle pouvait sans aucun doute créer de meilleures conditions pour continuer à mener la bataille. Comment alors expliquer qu'une grande majorité de Chiliens ait tourné le dos à cette proposition constitutionnelle, considérée par de nombreuses organisations sociales et de gauche comme un pas en avant historique ?

Dimanche 4 septembre, Santiago du Chili : les militants de la Coordination des mouvements sociaux pour le « oui » (*apruebo*) à la nouvelle Constitution [*Comando de los movimientos sociales para el Apruebo*] étaient réunis au siège du syndicat Bata dans le centre de la capitale, à quelques pas de l'emblématique Plaza Dignidad, centre névralgique de la grande rébellion populaire d'octobre 2019. Les résultats du référendum sur le nouveau texte constitutionnel, élaboré pendant une année par la Convention constitutionnelle, instance élue au suffrage universel en mai 2021, ont commencé à tomber à 18 heures.

On comprend alors vite que le rejet (*rechazo*) allait l'emporter, mais personne n'avait prévu l'ampleur de la défaite. Après des mois de mobilisation, il a fallu faire face et accepter la victoire des secteurs conservateurs opposés à la proposition constitutionnelle, qui ne cherchait rien de moins qu'à mettre fin à la Constitution de 1980, élaborée pendant la dictature de Pinochet, et à instaurer une des Constitutions les plus démocratiques de la planète.

UN REJET RETENTISSANT

Le résultat a été écrasant : 61,88 % en faveur du *rechazo* (rejet) et 38,12 % pour *apruebo* (approbation), avec une

participation de plus de 13 millions d'électrices/eurs (85,81 % des inscrits), soit 4,5 millions de plus qu'au second tour de l'élection présidentielle de décembre 2021, une hausse principalement déterminée par l'installation d'un système de vote obligatoire avec inscription automatique.

Dans la région de Magallanes, à l'extrême sud, où vit la famille du président Gabriel Boric, le *rechazo* a atteint 60 % : une défaite personnelle pour le jeune leader de gauche. Dans le Nord, l'*apruebo* n'a pas atteint 35 % et dans la région d'Araucanía, où vivent la plupart des communautés mapuches, le *rechazo* a atteint 74 %. Même dans le grand Santiago ou Valparaíso, zones urbaines traditionnellement plus enclines au changement et où plusieurs maires de gauche (y compris communistes) ont été récemment élus, il n'y a pas eu de majorité en faveur de la nouvelle Constitution : l'approbation n'a atteint une majorité que dans 8 des 346 municipalités du pays !

Les porte-parole de la droite et du « centre » (dont des membres de la Démocratie Chrétienne), opposés au texte, sont immédiatement apparus dans les médias pour célébrer leur succès dans certaines rues et places des quartiers aisés de Santiago. L'extrême droite s'est également réjouie du résultat. Plusieurs dirigeants

conservateurs se sont étonnés de l'ampleur de leur victoire, un scénario improbable il y a deux ans, lorsque le Chili – « oasis » et « vitrine » du néolibéralisme – semblait prendre un nouveau chemin historique marqué par la rébellion d'octobre 2019.

Les élites néolibérales ont tenté à plusieurs reprises de colmater « par en haut » les fissures béantes du modèle et la profonde crise de légitimité (et de représentativité) du système politique, qui ont quasiment conduit à la destitution du président milliardaire Sebastián Piñera par la rue, en octobre. C'est ainsi que le 15 novembre 2019, la quasi-totalité des partis présents au Parlement (de la gauche jusqu'à l'extrême droite) ont signé « l'Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution ».

Cet accord a divisé le *Frente Amplio* (coalition de gauche parlementaire, en partie issue du mouvement étudiant, créée en 2017), entre celles et ceux qui soutenaient l'accord et une « nécessaire » canalisation des luttes en cours, et celles et ceux qui voyaient – à juste titre – dans cet accord un moyen de désactiver la force de la rébellion populaire en imposant une issue institutionnelle. Les franges du mouvement les plus mobilisées ont ainsi décrit et conspué l'accord comme le produit d'une nouvelle « cuisine » entre les partis

politiques du système, un pacte conclu « à portes fermées » alors que le mouvement populaire faisait face à une violente répression criminelle de la part de l'État chilien (avec des milliers de blessés, mais aussi l'emprisonnement de centaines de « prisonniers politiques de la révolte sociale »).

Concrètement, le 19 décembre 2021, l'un des mentors de l'Accord, Gabriel Boric, a été élu président du Chili à la tête d'une alliance (*Apruebo Dignidad*) formée par sa coalition, le *Frente Amplio* et le Parti communiste. Cette élection de l'ancien leader étudiant semblait confirmer, indirectement et dans les urnes, une forte volonté de changement social, même si sur la base d'un programme de centre-gauche très modéré et en affrontant Antonio Kast, le candidat de l'ultra-droite qui lui traduisait une revendication « d'ordre » avec des accents racistes, antiféministes et xénophobes d'une importante partie de la population. Les alarmes étaient déjà allumées, mais la plupart des forces des gauches semblaient ne pas les voir.

Auparavant, les chiffres du plébiscite de 2020 avaient, il est vrai, indiqué de vastes possibilités de transformation sociopolitique (78 % des électrices/eurs ont approuvé l'idée d'une nouvelle Charte fondamentale pour enterrer la Constitution de 1980), malgré les limites propres à une Convention constitutionnelle en partie « réglementée » par les anciens partis du Congrès (en imposant notamment une majorité qualifiée des 2/3 pour toute adoption d'un nouvel article). D'autres alarmes s'allument pourtant également à ce moment-là : près de la moitié des Chiliennes ne s'est pas mobilisée dans les urnes, notamment dans les quartiers populaires, pour ce vote pourtant historique qui devait fermer la porte à l'héritage institutionnel de Pinochet.

Mais la force de propulsion d'octobre semblait encore assez puissante pour pouvoir s'imposer partiellement lors de la formation de la Convention, lors d'une élection directe au suffrage universel, avec parité, avec des sièges réservés aux peuples autochtones, avec des listes de candidats indépendantEs (hors partis) et la présence notable de militantEs du mouvement féministe et social. La mise au pied du mur de la droite et des secteurs les plus conservateurs mis en minorité au sein de la Convention a permis d'obtenir un texte constitutionnel progressiste et à bien des égards très avancé : il était proposé de mettre fin à l'État subsidiaire néolibéral et de construire un État « *de droit, social*

et démocratique », solidaire et paritaire, reconnaissant de multiples droits fondamentaux et sociaux (santé, éducation, retraite), y compris des formes de démocratie participative, avec un véritable espace pour les biens communs et les moyens de faire face à la crise climatique.

Avec également une forte présence de revendications féministes – comme la reconnaissance du travail domestique et de soins rémunérés et non rémunérés –, le texte validait en outre l'instauration d'un système de sécurité sociale publique, la déprivatisation partielle de l'eau, la fin du Sénat pour créer une chambre des régions et la création (enfin) d'un État plurinational, intégrant une partie des

et transnationales. Évidemment, la nouvelle Constitution n'allait pas à elle seule démanteler le néolibéralisme, mais elle créait certainement de meilleures conditions pour continuer à livrer bataille dans le pays andin. Comment expliquer alors qu'une grande majorité des Chiliennes et des Chiliens ait tourné le dos à cette proposition, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

RAISONS D'UNE DÉFAITE

Il faut d'abord souligner la capacité des classes dominantes néolibérales à concentrer leur force dans le domaine même où les luttes sociales semblaient



Soutiens au rejet, Santiago du Chili, septembre 2022. © Janitoalevic / Wikimedia commons

revendications historiques et territoriales du peuple Mapuche, dont leur système de justice. Certes nombre d'autres points sont restés lettre morte, particulièrement la possibilité du retour de l'extraction minière (cuivre, lithium) dans le giron public, une limite considérable pour toute velléité passablement réformatrice dans un pays comme le Chili.

Le droit du travail a également connu une avancée notable dans la proposition constitutionnelle avec la négociation collective par branche, le droit de grève effectif et le renforcement de la représentativité syndicale, c'est-à-dire un virage copernicien par rapport à la réglementation du capitalisme chilien actuel, provoquant d'ailleurs le mécontentement des grandes entreprises locales

pouvoir avancer : les droits sociaux inscrits dans le projet de nouvelle Constitution dans des domaines tels que la santé, le logement, l'accès à l'eau, l'éducation et le travail. À cette fin, les forces du *Rechazo* ont établi une stratégie communicationnelle peuplée de *fake news*.

Par le biais d'une campagne mobilisant plusieurs millions de dollars sur les réseaux sociaux et en utilisant leur quasi-monopole des médias, les opposantEs au texte ont avancé des absurdités de la teneur suivante : si le texte constitutionnel était approuvé « *les citoyenNES devront être obligatoirement soignés*

dans un système de santé publique éfondré », « la liberté d'enseignement sera abolie », « des subventions et bons d'État seront créés incitant les travailleurs à choisir le chômage, plutôt que le travail », « nombre de logements seront expropriés et la propriété privée sera limitée », « le principe d'égalité devant la loi sera aboli favorisant les indigènes et les homosexuels entre autres "minorités" », « la liberté de culte sera abolie et les communautés évangéliques seront

politique et chez les partisanNEs de l'ex-Concertación (sociaux-libéraux ayant gouverné le pays durant 20 ans). Sur ce point, on a pu voir une importante différence avec les forces politiques de l'Apruebo : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient remporté la plupart des sièges au sein de la Convention constitutionnelle, dès le moment inaugural de l'élection du bureau exécutif, ils ont montré leurs différences et leur faible capacité stratégique ; certains constituantEs ont surtout semblé suivre

territoriaux, ainsi que les tentatives de coordination de la jeunesse et de travail collectif de quartier – qui avaient surgi avec force au cours d'octobre 2019 – ont été progressivement démantelées et ont perdu de la force, tant par l'effet des politiques institutionnelles et électorales que par la répression étatique continue. Dans un second temps, la pandémie, le couvre-feu et la crise économique ont jeté une chape de plomb sur la dynamique des luttes.

Par ailleurs, le gouvernement Boric, malgré les promesses de réformes pro-

gressistes de la campagne, s'est rapidement trouvé impliqué dans le même jugement citoyen de rejet et désapprobation. Alors qu'une décision politique était nécessaire pour mettre de l'eau au moulin du changement constitutionnel, le gouvernement a inauguré un mandat hésitant, faible politiquement, à la recherche permanentes d'alliances « pragmatiques » avec l'ex-Concertación au Congrès – où il est minoritaire – pour pouvoir gouverner. À de nombreux moments, on



Manifestation de 2019 © Carlos Figueroa / Wikimedia commons

persécutées », « l'avortement sera autorisé à n'importe quel moment de la gestation », « les contrôles migratoires aux frontières seront levés », « les criminels seront protégés judiciairement au détriment des victimes », « l'épargne des fonds de retraite des travailleurs sera confisquée, empêchant son héritage », « le nom du pays et les emblèmes nationaux seront changés »... pour ne citer que quelques-unes des déclarations qui sont apparues dans le temps d'antenne TV obligatoire durant la campagne.

Plus que la variété des *fakes* de la campagne du *Rechazo*, il est important de souligner la réelle capacité de planification stratégique de la droite. Ces dirigeantEs ont aussi habilement opté pour une campagne qui se disait favorable au changement constitutionnel mais pas à cette nouvelle constitution, trouvant ainsi des alliéEs au centre de l'échiquier

les us et coutumes du Congrès chilien discrédité, alimentant un image désastreuse dans l'opinion publique. Les listes d'indépendantEs ont aussi connu plusieurs revers et un scandale qui s'est soldé par la démission d'un élu de la « liste du peuple ».

Parallèlement, les forces du centre-gauche se sont montrées réticentes à suivre les propositions refondatrices des éluEs liés aux mobilisations, préférant garantir la stabilité étatique et les accords avec les sociaux-libéraux. De fait, malgré les nombreuses initiatives de consultation et de participation, la Convention a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates du monde populaire et de ses intérêts, sans que cette tendance ait pu être inversée au cours des dernières semaines.

Dans le même temps, il faut souligner que les multiples assemblées et *cabildo*

a clairement ressenti le poids du véritable chef de cabinet du gouvernement, le ministre des Finances Mario Marcel, ex-président de la Banque centrale et ancien militant du bloc social-libéral qui a dirigé le pays depuis 1990.

La ministre de l'Intérieur, Izkia Siches, a également été au centre des critiques pour avoir commencé sa démarche en cherchant brièvement un dialogue avec les communautés Mapuches en conflit pour finir par avaliser la militarisation de la zone et l'emprisonnement du leader de la *Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco-Malleco* (CAM), Héctor Llaitul. Il en va de même pour la question des prisonniers politiques de la « Rébellion d'Octobre », plusieurs d'entre elles et eux étant restés en détention provisoire durant des mois, voire des années, alors que l'exécutif n'a à aucun moment

affiché une volonté de procéder à une grâce générale.

Des progrès concrets ont, certes, été réalisés dans l'accès à la santé publique, mais l'absence de progrès sur des questions centrales au plan économique, et concernant le projet d'une – timide – réforme fiscale, ont fini par détruire l'image de « gouvernement réformateur » de l'exécutif. Gabriel Boric n'est pas disposé à affronter les pouvoirs économiques et de facto habituels, ni à mobiliser sa base sociale pour ce faire. À partir de cette position de classe, une partie importante de celles et ceux qui avaient voté pour lui ont commencé à le désapprouver ouvertement.

En parallèle, la droite a profité de sa machine médiatique bien huilée pour opérer un amalgame entre l'impopularité croissante du gouvernement et le texte de la nouvelle Constitution, un texte par ailleurs long (388 articles) et considéré comme « maximaliste » sur plusieurs points par des secteurs sociaux très divers, allant des catholiques opposés à l'inclusion du droit à l'avortement dans la Constitution, jusqu'aux citoyenNEs « patriotes » apeurés par la notion de plurinationalité.

De même, la croissance du crime organisé et du narcotrafic, souvent associé par la presse aux situations dramatiques des migrants dans le nord du pays et l'explosion de l'inflation et du travail informel, ont alimenté un climat de crainte et de réaction. Le nouvel électorat de plus de 4 millions de personnes amenées dans les urnes par le nouveau système de vote obligatoire (notamment les personnes âgées), s'est directement lié à la frange populaire déçue ou voulant exprimer leur colère : le large triomphe du *Rechazo* fut ainsi consommé, sans que le sens politique de ce vote puisse être mécaniquement et unanimement considéré comme un vote en faveur de la droite, mais souvent plus contre une situation sociale et politique dégradée.

Comme le note l'historien Igor Goicovich, le divorce entre le monde populaire, le gouvernement et le processus constitutionnel est évident si l'on analyse les résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions soulevées lors de la Convention par les mouvements sociaux sur le féminisme, l'environnementalisme ou la plurinationalité n'ont pas suscité une grande adhésion de l'électorat populaire et ont même suscité de l'incompréhension dans le pays « *d'en bas* » :

« *Dans toutes les communes que les*

écologistes appellent "zones de sacrifice", l'option Rechazo s'est largement imposée [...]. Les communes de la Région Bio Bío et de La Araucanía (Macrozone Sud) ont connu une évolution similaire. Orientées largement vers l'exploitation forestière, le conflit entre les entreprises forestières et les communautés indigènes y a atteint des dimensions de plus en plus radicales. [...]

Si l'on observe le comportement électoral des communes de la région métropolitaine, on constate une tendance historique : les communes aux revenus les plus élevés (Las Condes, Lo Barnechea et Vitacura) votent massivement pour l'option Rechazo. Les communes qui rassemblent de préférence les secteurs à revenus moyens de la population, comme La Reina, Providencia, Macul, Peñalolén et La Florida, votent également pour cette option, à l'exception des communes de Maipú et Ñuñoa. Dans le même temps, pratiquement toutes les communes ouvrières, dont Recoleta, El Bosque, La Pintana, La Granja, Lo Espejo, Cerro Navia, Renca et Independencia, qui ont été des bastions historiques de la gauche, ont également opté pour Rechazo. »

La dimension de rejet de classe de ce vote est massive et devrait être une leçon d'humilité et d'autocritique pour les gauches sociales et politiques, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.

ET MAINTENANT ?

La frange du monde populaire qui, malgré tout, a voté *Apruebo* tant lors du plébiscite de dimanche dernier que lors de celui de 2020, sont aujourd'hui aux prises avec un sentiment d'échec et d'impasse, qui pourrait se transformer en engagement profondément antagoniste au modèle néolibéral chilien si surgissent des alternatives politiques concrètes, indépendantes de la gauche parlementaire, et capables de proposer des réponses aux demandes sociales non résolues depuis octobre 2019. Car il est clair qu'un tel projet ne pourra compter sur le soutien du gouvernement actuel.

Dans son discours du dimanche du plébiscite, Gabriel Boric a appelé à « l'unité nationale » et à abandonner « *le maximalisme, la violence et l'intolérance* » tout en annonçant un remaniement ministériel rapide. Le remaniement de cabinet réalisé dans la foulée confirme la trajectoire « *vers le centre* » social-libéral du gouvernement, ouvrant davantage le palais de La Moneda aux forces de l'ex-Concertación, ce qui pourrait

mettre davantage à mal son allié, le Parti communiste. Ce cabinet sera destiné à clore la réforme fiscale sous la forme d'un pacte avec la droite, qui répondra de manière prévisible aux priorités immédiates de survie du gouvernement, à savoir attirer des capitaux en accueillant des entreprises à rentabilité rapide et demander des avances pour couvrir les dépenses publiques afin de contenir de nouvelles mobilisations particulièrement de la jeunesse, qui pointent déjà.

En ce qui concerne la Constitution, le président et les partis dans leur ensemble ont confirmé qu'ils continueront à travailler sur un nouvel itinéraire constituant, mais que celui-ci aura désormais pour centre le Congrès actuel, laissant ainsi entrevoir le retour de la « politique des consensus » pourtant rejetée depuis 2019, enterrant l'empreinte transformationnelle de la nouvelle Constitution. Un processus « décaféiné », contrôlé par la droite et le centre, pourrait finalement mettre fin à la Constitution de Pinochet, tout en garantissant la continuité néolibérale aux classes dominantes. Mais le jeu reste ouvert tant la force latente de la rébellion populaire pourrait continuer à parcourir les sous-sols de la société chilienne.

Le 4 septembre, au vu du résultat du plébiscite, la Coordination des mouvements sociaux pour le « oui » concluait sa déclaration ainsi : « *Il est impératif que les secteurs qui se sont organisés pour rendre ce processus possible assument également la tâche qui nous incombe aujourd'hui. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Notre peuple a pris une décision indiscutable et la tâche de renverser la Constitution Pinochet et le modèle néolibéral est toujours à l'ordre du jour. Dans ce processus, les leçons que nous avons apprises seront fondamentales, car nous, les mouvements sociaux, ne sommes plus ce que nous étions avant que cette Constitution ne soit écrite.* » □

Cet article a été écrit depuis Santiago et d'abord publié par la revue Jacobin América Latina. Traduit de l'espagnol et actualisé pour ContreTemps par les auteurs.

Franck Gaudichaud est professeur d'études latino-américaines à l'Université Toulouse-Jean Jaurès et membre de la rédaction de ContreTemps. Miguel Urrutia est sociologue à la faculté des sciences sociales de l'Université du Chili et militant de Izquierda Libertaria (Chili).

Les États-Unis et la Chine en Amérique latine : rivalités impériales

PAR DAN LA BOTZ

Les États-Unis ont longtemps dominé l'Amérique latine, mais aujourd'hui – en fait depuis près d'une vingtaine d'années – ils sont de plus en plus concurrencés par la Chine, qui a d'abord développé des relations commerciales, puis investi des milliards de dollars, et a aujourd'hui établi des relations politiques et parfois militaires avec de nombreux gouvernements de la région.

Les États-Unis ont pris le contrôle de l'Amérique latine d'abord par des guerres, puis par des investissements économiques. La Chine a commencé par des investissements économiques, mais, comme l'histoire le montre, la défense des investissements nécessite souvent des affrontements. On peut prévoir un renforcement de la concurrence inter-impérialiste américano-chinoise en Amérique latine aujourd'hui.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN EN AMÉRIQUE LATINE

Commençons par l'histoire sanglante des États-Unis en Amérique latine. L'ascension des États-Unis vers la domination en Amérique latine a duré environ 100 ans, a impliqué deux guerres majeures et de nombreuses interventions militaires, occupations et coups d'État. Poussés par le désir des États du Sud de développer l'esclavage, les États-Unis ont commencé à prendre des territoires au Mexique entre 1836 et 1855, l'épisode le plus important étant la guerre États-Unis/Mexique de 1846-48, à la suite de laquelle les États-Unis se sont emparés de la moitié du territoire

mexicain, qui a donné naissance aux États américains du Sud-Ouest (Texas, Californie, Arizona, Nouveau-Mexique, Nevada, Utah, Colorado). Quelque 100 000 Mexicains et de nombreux autochtones furent contraints de faire partie des États-Unis ; les Mexicains ne se virent pas accorder les mêmes droits que les autres citoyens et de nombreux autochtones furent exterminés.

Puis, à la suite de la guerre hispano-américaine de 1898, les États-Unis ont acquis Porto Rico et établi un protectorat sur Cuba. En 1903, les États-Unis ont soutenu la sécession du Panama de la Colombie et, en 1904, ils ont pris le relais de la France pour la construction du canal de Panama ouvert en 1914. Le canal a pris une importance stratégique, permettant aux États-Unis de déplacer leurs navires de guerre de l'Atlantique au Pacifique. Ainsi, au début de la Première Guerre mondiale, les États-Unis contrôlaient toute l'Amérique centrale et les Caraïbes, bien que le maintien de la région sous leur contrôle ait nécessité l'occupation d'Haïti de 1915 à 1934 et du Nicaragua de 1912 à 1933. En 1933, le président américain Franklin

Roosevelt a annoncé la « politique du bon voisinage », a mis fin aux occupations et a retiré les Marines, mais il a laissé en place des dictateurs soutenus par les États-Unis. Néanmoins, chaque fois que les intérêts américains étaient menacés, les États-Unis intervenaient, comme dans le cas du coup d'État qu'ils ont organisé au Guatemala en 1954.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'empire britannique affaibli a perdu l'emprise économique qu'il avait conservée dans certains pays d'Amérique latine et les États-Unis l'ont remplacé pour devenir le principal banquier et investisseur dans les mines, les champs de pétrole et les plantations. La révolution cubaine de 1959 a finalement mis fin au contrôle américain sur l'île, mais en réponse les États-Unis ont organisé l'invasion ratée de la baie des Cochons. Après ce fiasco, le président John F. Kennedy a lancé l'Alliance pour le progrès, prétendument pour promouvoir la démocratie et le capitalisme, mais elle n'a pas eu de succès. Le président Lyndon B. Johnson a envoyé les Marines envahir et occuper la République dominicaine en 1963 afin de destituer le président nationaliste

de gauche, Juan Bosch. Dans le même temps, le révolutionnaire cubain Che Guevara a inspiré une vague de mouvements de guérilla dans toute l'Amérique latine, mais, dépourvus d'une base ouvrière ou paysanne de masse, ils ont été des échecs tragiques. Et les classes dominantes latino-américaines ont réagi par des coups d'État militaires aidés ou organisés par les États-Unis au Brésil (1964), en Bolivie (1971), au Chili (1973), en Uruguay (1973), en Argentine (1976).

Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que les élites américaines et latino-américaines ont permis le retour de la démocratie en Amérique latine, généralement sous la forme d'institutions et de partis politiques conservateurs accompagnés de politiques économiques néolibérales. Ainsi, les États-Unis ont continué à dominer la finance, l'industrie et le commerce jusqu'au XXI^e siècle. Mais une série de rébellions, de mouvements sociaux et de soulèvements populaires ont alors conduit à des élections qui ont porté au pouvoir les gouvernements de la « marée rose », opposés à des degrés divers à la domination américaine et favorables à des réformes économiques et sociales. Hugo Chavez au Venezuela en 1999, Luiz Inácio da Silva (Lula) au Brésil en 2003, Nestor Kirchner en Argentine en 2003 et Evo Morales en Bolivie en 2006. Lula a joué un rôle central dans la création des BRICS, une alliance regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Les BRICS ont créé une banque de développement et d'autres institutions financières présentées comme des alternatives au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. La « marée rose » s'éteint bientôt, mais une nouvelle ère commence.

L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Depuis le nouveau millénaire, la montée en puissance de la Chine a modifié le paysage. Si les États-Unis restent la première économie mondiale avec un PIB de 22 939 milliards de dollars, la Chine occupe la deuxième place avec un PIB de 17 734,1 milliards de dollars. Les quatre premières des 15 plus grandes banques du monde sont chinoises. La Chine exporte aujourd'hui plus de biens et de services que les États-Unis : 2 723 milliards de dollars et les États-Unis 2 123 milliards de dollars. La croissance de la puissance économique de la Chine s'est accompagnée d'une croissance de ses ambitions car, comme d'autres

grandes puissances impériales, elle cherche à étendre son économie ainsi que son influence politique et militaire. Contrairement aux initiatives des États-Unis et de l'Europe qui sont motivées d'abord par la maximisation du profit, celles de la Chine sont directement subordonnées aux intérêts politiques de l'État. L'économie hybride bureaucratique collectiviste et capitaliste de la Chine, contrôlée par le Parti communiste, présente l'avantage que l'État influence directement les banques, les entreprises et les sociétés commerciales, ce qui rend ses politiques économiques internationales très efficaces.

L'implication de la Chine en Amérique latine a été graduelle. Après que Richard Nixon se fut rendu à Pékin pour embrasser Mao Zedong en 1972, la plupart des gouvernements latino-américains ont suivi la politique étrangère des États-Unis et ont reconnu la République populaire de Chine (RPC). L'engagement de la Chine en Amérique latine est resté faible jusqu'à ce que l'Organisation mondiale du commerce accepte la Chine comme membre en 2001. Au cours des années 2000, la Chine a conclu des accords de libre-échange avec le Chili (2005), le Pérou (2009) et le Costa Rica (2010). D'autres pays d'Amérique latine leur ont emboîté le pas. Etablir des liens avec la RPC supposait de rompre les liens avec Taïwan. Et le commerce de l'Amérique latine avec la RPC a explosé. En 2001, l'Amérique latine ne réalisait que 1,6 % de ses exportations vers la Chine ; aujourd'hui, ce chiffre atteint 26 %. Selon le Forum économique mondial, le commerce entre la Chine et l'Amérique latine a été multiplié par 26 entre 2000 et 2020, passant de 12 à 315 milliards de dollars. Aujourd'hui, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Amérique latine, suivie par les États-Unis. La Chine est le principal marché du Brésil, du Chili et du Pérou. La Jamaïque est profondément endettée envers la Chine. Tout cela crée une dépendance économique.

Les schémas commerciaux de la Chine en Amérique latine ressemblent à ceux des États-Unis et de l'Europe aux XIX^e et XX^e siècles. L'Amérique latine exporte principalement des produits de base tels que le porc, le soja, le sucre, le bois, le cuivre, la bauxite, le pétrole et d'autres biens dont la Chine a besoin pour ses industries et pour nourrir sa population. De plus, la Chine vend à l'Amérique latine des produits manufacturés dont une part croissante

sont à forte valeur ajoutée tels que les smartphones Huawei et Xiaomi. L'inconvénient pour l'Amérique latine est que les produits manufacturés chinois importés remplacent souvent les produits nationaux, de sorte qu'il peut y avoir dans certains pays latino-américains une croissance dans les secteurs de l'extraction et de l'agriculture, mais une stagnation, voire un déclin, dans l'industrie.

Les relations entre la Chine et l'Amérique latine vont bien au-delà du commerce. Les sociétés chinoises, dont beaucoup sont des entreprises d'État, font désormais de vastes investissements en Amérique latine. Logiquement, tout comme les Britanniques et les Américains l'ont fait à une époque antérieure, les Chinois ont tendance à investir dans la transformation des produits extractifs et agricoles qu'ils achètent. Par exemple, entre 2000 et 2018, la Chine a investi 73 milliards de dollars dans des raffineries et des usines de transformation dans les pays d'Amérique latine qui fournissent du charbon, du cuivre, de l'uranium, du gaz naturel et du pétrole. Pékin a également investi récemment environ 4,5 milliards de dollars dans la production de lithium au Mexique, et dans le « Triangle du lithium », aux frontières de l'Argentine, de la Bolivie et du Chili, qui abriterait la moitié des réserves mondiales de ce précieux minerai.

La Chine réalise des investissements directs à l'étranger (IDE), c'est-à-dire que ses sociétés créent des filiales ou acquièrent des entreprises en Amérique latine. L'IDE chinois au Brésil s'élève aujourd'hui à 60 milliards de dollars, au Pérou à 27 milliards de dollars et au Chili à 15 milliards de dollars. Le total des investissements directs étrangers chinois en Amérique latine s'élève à 130 milliards de dollars. Il y a aussi les prêts bancaires chinois. La Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine ont accordé 94 prêts dans la région, pour un montant de 137 milliards de dollars en 2020. Les prêts chinois ont bénéficié à certains pays, mais d'autres, comme ceux à la Bolivie et à l'Équateur, ont créé une dette excessive.

L'initiative chinoise « Belt and Road Initiative » (BRI, ou nouvelle route de la soie) concerne également l'Amérique latine. Lancée en septembre 2013, la BRI



devenait à l'origine relier l'Asie, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique par la construction d'infrastructures : routes, ponts, puis barrages, centrales électriques, voies ferrées, systèmes électriques et communications électroniques. La BRI, qui est au cœur du système économique impérial chinois, crée un réseau de prêts, d'investissements, de commerce et d'assistance militaire chinois. La Chine promeut la BRI dans le cadre de son initiative diplomatique Sud-Sud, censée unir le Sud pour contester le Nord (Europe et États-Unis). Au 31 décembre 2021, vingt des vingt-quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient rejoint la BRI.

POLITIQUE, SOFT POWER ET ARMÉE

Le président chinois Xi Jinping a personnellement pris en charge la promotion des relations de la Chine avec l'Amérique latine, ayant visité la région onze fois depuis son entrée en fonction en 2013. D'autres dirigeants chinois se rendent fréquemment en Amérique latine, soit en tant que diplomates pour promouvoir des liens plus étroits, soit pour superviser l'octroi de prêts, soit pour réaliser de nouveaux investissements.

Le gouvernement chinois, en plus des projets économiques, a également consacré 10 milliards de dollars par an à la création d'instituts Confucius dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui proposent des diplômes de premier cycle et de niveau avancé en langue et culture chinoises et organisent des échanges culturels. La philosophie réactionnaire confucéenne fait désormais

partie de l'idéologie autoritaire de la société sous l'égide du Parti communiste. La Chine finance également d'autres institutions et universités pour la recherche. La Chine a aussi établi des liens avec les armées latino-américaines. Elle a créé un forum consacré à la défense qui favorise les discussions avec les chefs militaires. La Chine propose des échanges militaires et des programmes de formation dans le cadre desquels des officiers ou des soldats étudient dans les académies militaires de l'autre partie, visitent les bases de l'autre partie et apprennent les méthodes de l'autre partie. Ainsi, la Chine apprend les forces et les faiblesses des pays d'Amérique latine et gagne en influence auprès des officiers latino-américains, tout comme les États-Unis l'ont fait par le passé. La Chine n'a pas établi de bases militaires en Amérique latine, ce qui alarmerait les États-Unis, mais elle a créé ce qu'elle appelle des « points forts stratégiques » pour fournir un accès et un approvisionnement navals. Les Chinois ont sept installations portuaires au Mexique, trois au Panama, trois aux Bahamas et une à Buenos Aires, en Argentine, et sont engagés dans des projets de construction portuaire au Brésil, au Pérou, en Équateur et en Jamaïque.

La Chine a vendu pour des millions de dollars d'avions, de véhicules terrestres, de systèmes radar de défense aérienne, de fusils d'assaut et d'autres matériels à la Bolivie et à l'Équateur. Mais certains de ses liens militaires les plus étroits sont avec le régime autoritaire de gauche du Venezuela, assiégé et sanctionné par les États-Unis. Le Venezuela a acheté

pour 80 millions de dollars de chasseurs K-8 et a également acheté des avions de transport militaire.

VERS UN CONFLIT INTER-IMPÉRIALISTE EN AMÉRIQUE LATINE

Les États-Unis ne sont pas prêts à renoncer à leur suprématie en Amérique latine sans combattre, que ce soit sur le plan économique, politique ou militaire. Le gouvernement américain considère les Caraïbes et l'Amérique centrale en particulier comme faisant partie de sa sphère d'influence et estime que son implication en Amérique du Sud est nécessaire pour maintenir son emprise sur l'hémisphère.

Alors que certains progressistes pensent que la Chine est une puissance bienveillante qui s'efforce de créer un monde plus juste, peu de choses justifient cette opinion. Les cas du Tibet et des Ouïghours le démontrent clairement. La Chine ne permet pas non plus, bien sûr, la création de partis politiques rivaux, de syndicats indépendants ou de toute autre forme de mouvement social indépendant.

Enfin, il y a le rôle de la Chine dans la mer de Chine méridionale, l'un des passages maritimes les plus importants au monde, où des navires transportant des milliers de milliards de dollars de marchandises naviguent chaque année. Les îles et îlots de la mer de Chine méridionale sont revendiqués par de nombreux États différents : la Chine, Taïwan, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie, Brunei et Singapour. La concurrence porte non seulement sur les îles et sur la route commerciale, mais aussi sur les ressources maritimes en pétrole, notamment. La Chine revendique la part du lion dans la mer de Chine méridionale et a militarisé trois des îles avec des armes antinavires et anti-aériennes, ce qui accroît les tensions dans la région. Le comportement de la Chine en Asie révèle son caractère et suggère comment elle pourrait se comporter si elle avait plus de pouvoir dans l'hémisphère occidental.

Bien sûr, l'Amérique latine est loin de la Chine et proche des États-Unis, qui restent la plus grande puissance militaire du monde. La Chine n'est pas en mesure de mener une action militaire dans l'hémisphère occidental. Pourtant, les deux plus grandes puissances impériales du moment luttent actuellement pour dominer l'économie latino-américaine et on peut s'attendre à ce que cette lutte s'intensifie. □



Rencontre entre Donald Trump et Fabiana Rosales, épouse de Juan Guaidó, 2019, à la Maison blanche. © Shealah Craighead / Wikimedia commons

Adieu camarade Godard !

Les arts perdent la sentinelle du cinéma

ENTRETIEN AVEC DAVID FAROULT*, PAR MAYA LAVault

Jean-Luc Godard est mort le 13 septembre dernier, à 91 ans : auteur de plus de 150 films, réalisés entre 1955 et 2018, il a marqué l'histoire du cinéma par le regard que ses films jettent sur le monde, sur nos luttes, et sur le « septième art ». Quel regard pouvons-nous aujourd'hui porter sur son œuvre et sur l'engagement politique qu'elle exprime ?

L'Anticapitaliste : De quoi Godard est-il le nom ? Comment qualifier la place que Godard a occupée, occupe aujourd'hui dans le cinéma français ? Est-ce qu'on peut faire une tentative de définition du cinéma de Godard, et de sa trajectoire au fil de sa carrière ?

David Faroult : Je propose de dire que si Godard est le nom de quelque chose et pas de quelqu'un, alors ce serait l'un des noms les plus importants, historiquement, de l'art du cinéma. La défense du cinéma en tant qu'art, en toutes circonstances, la défense exemplaire de sa pratique dans des contextes qui lui sont, presque toujours, hostiles. Ceci me semble vrai depuis sa première critique parue en 1950, jusqu'à ses derniers moments. C'est un héritage d'Henri Langlois, le fondateur de la Cinémathèque française qui fut, dans les années 1950 et 1960 en particulier, le lieu de l'initiation de tout un public à l'art du cinéma. Langlois avait une vision d'une grande finesse de ce qui donnait sa valeur à l'art du cinéma et une érudition incomparable sur son histoire. Il avait aussi une façon de le transmettre

qui était exaltée et polémique : il ne cessait d'apercevoir, face à cet art fragile et jeune, des adversaires et des destructeurs, pour mieux prendre sa défense.

Entre 1959 et 1962, l'apparition des premiers films de Truffaut, Godard, Rivette et Rohmer (la « Nouvelle vague ») était attendue au tournant, tant leurs critiques des années 1950 dans les *Cahiers du Cinéma* changeaient la vision de l'époque sur le cinéma. Ils refusaient de le subordonner à une vision littéraire, ce qu'alors tout le monde faisait – à part Langlois. Ils faisaient valoir son caractère artistique propre et soulignaient pour cela la mise en scène, qu'ils plaçaient au-dessus du scénario (car le scénariste était alors tenu pour *l'auteur* du film). Défendre les possibilités propres de l'art du cinéma fut leur combat de critiques et de cinéastes, contre la norme régnante, celle qui évalue les films suivant le propos politique et moral porté explicitement par leurs scénarios. À cette évaluation politique superficielle des œuvres, ils opposaient la « politique des auteurs » : pour eux, les auteurs

étaient les metteurs en scène, et leur combat critique était de les faire reconnaître comme tels plutôt que les scénaristes. Leurs interventions fourmillent de formules pour inciter à penser dans cette direction, comme celle de Godard : « *les travellings sont affaire de morale* ».

Le plus important, me semble-t-il, n'est pas la place que Godard occupe dans les cinémas nationaux français ou suisses, mais la place qu'il occupe dans l'histoire mondiale de l'art du cinéma. Aucun cinéaste encore en vie et en exercice n'y occupe une place d'une comparable importance, et cela n'arrivera sans doute pas de sitôt.

Pour cette *politique des auteurs*, un certain « apolitisme », ou en tout cas le choix de faire passer au second plan les orientations politiques susceptibles de les diviser entre eux, prévaut relativement jusqu'aux années 1961-1963. Mais en 1963, une véritable purge est opérée au sein des *Cahiers*



du cinéma pour écarter Rohmer qui y a fait rentrer des rédacteurs parfois liés à l'extrême droite, et tous rétifs à l'apparition des cinémas modernes défendus par Godard et Rivette entre autres. Godard lui-même s'était alors déjà heurté aux limites de cette position apolitique en faisant l'expérience d'un film « apolitique » sur la politique : *Le Petit Soldat*, qui porte une sorte de regard renversé sur la torture en Algérie, rejeté par tout le monde (les pro-FLN comme les pro-OAS).

Dès 1961, et pour quelques années qui sont les plus célèbres de son parcours, Godard truffe ses films de signes de son compagnonnage de route avec le PCF. Le tournant politique suivant est pris en 1966 : le mot d'ordre « Paix au Vietnam » lui semble manifestement en dessous des enjeux de la lutte de libération des communistes vietnamiens. Il se rapproche alors assez vite de l'extrême gauche qui préfère « FNL vaincra ! ».

Comment, alors, est-ce que le cinéma de Godard parvient à concilier cet engagement politique et l'exigence d'un cinéma d'auteur, toujours en recherche, peu accessible au grand public, qui le perçoit comme élitiste ?

Il y avait chez Godard une hauteur de vue, peu partagée, où chaque film veut contribuer à changer le cinéma : non seulement proposer une façon inédite de le fabriquer, mais aussi changer le visage du cinéma français de son époque. Collectivement, la « Nouvelle vague » y est parvenue : elle a changé la physionomie du cinéma français. Et l'on sent tellement un visage particulier de leurs films qu'il est parfois stupéfiant de les confronter à ceux qui sortaient la même année, comme s'ils venaient de continents ou d'époques différentes. Godard était constamment en dialogue avec l'histoire du cinéma dans son ensemble. Cela culmine évidemment dans ses *Histoire(s) du cinéma* dont c'est le sujet propre (et ce n'est pas par narcissisme que le dernier épisode consiste pour lui à essayer de se situer dans cette histoire). Dans chaque film, il s'agit d'intervenir dans la conjoncture présente, en puisant dans l'histoire du cinéma (et parfois dans l'histoire elle-même)

les ressources d'un regard inactuel. C'est peut-être aussi ce que font les militants révolutionnaires, d'une certaine façon : intervenir aujourd'hui, éclairés par les pratiques du passé et la vision d'un devenir possible.

Et Godard fut un révolutionnaire militant, pendant une période. Son tournant vers un cinéma politique est pris dès l'année 1965 pour un film sorti l'année suivante, *Masculin Féminin*, dont le personnage central est un militant du PCF. Le tournant vers le cinéma militant vient plus tard, avec *Mai 1968*, et l'occupera dans une période intense et productive jusqu'à la fin 1972 au moins.

Dans *Tout va bien* (1972), que Godard a co-réalisé avec Jean-Pierre Gorin à la fin de leur période « Groupe Dziga Vertov » (1969-1973), ils prennent acte du public qu'ont réellement les films militants : un public de militants ! Ils plongent leurs personnages d'intellectuels gauchistes, joués par Yves Montand et Jane Fonda (lui cinéaste et elle journaliste), dans une intrigue où leurs difficultés de couple sont nouées aux luttes de classes : venus interviewer un patron d'usine, ils sont séquestrés avec lui par ses ouvriers. D'emblée, une telle intrigue impose de penser dialectiquement l'articulation entre appartenance de classe (sociologique) et position de classe dans la lutte politique. Tôt nourri par Brecht, dans sa période militante, comme dans les autres, Godard n'a jamais cédé à un rapport utilitariste au cinéma : ou plutôt, sa volonté de mettre son cinéma au service du militantisme révolutionnaire ne l'a jamais conduit à renoncer à son exigence artistique.

Enfin, penses-tu qu'il soit juste de qualifier le cinéma de Godard de « révolutionnaire » ?

Du point de vue de l'art du cinéma, oui : continûment depuis son premier long-métrage (*À bout de souffle*, 1960) jusqu'au dernier (le *Livre d'Image*, 2018). Il n'a cessé de « révolutionner » le cinéma en se proposant de réinventer quel art il peut être pour chaque film.

Politiquement, on peut dire qu'il s'est lié de plus en plus étroitement aux militants révolutionnaires de 1967 à 1973. Et que depuis il n'a jamais désavoué son engagement du côté des opprimés. Le dernier texte qu'il lit à la

fin de son dernier film est un extrait des dernières pages de *L'esthétique de la résistance* de Peter Weiss :

« Et même si rien ne devait être comme nous l'avions espéré, cela ne changerait rien à nos espérances. Les espérances resteraient. L'utopie serait nécessaire. Plus tard aussi les espérances s'embraseront de nombreuses fois, étouffées par l'ennemi plus fort et elles se réveilleront sans cesse. Et le domaine des espérances serait plus vaste que de notre temps, il s'étendrait sur tous les continents. »

Cela ne me semble pas laisser beaucoup de place à l'ambiguïté quant à la constance de son positionnement. Dans les dernières décennies cela n'empêchait pas un certain pessimisme, lucide à l'égard de l'état des rapports de forces.

Est-ce que sa pratique de cinéaste, par son refus de l'industrie du cinéma, sa volonté d'effacement de l'autorité individuelle de l'auteur au profit du collectif, son souci de l'expérimentation constante et sa capacité à effectuer toutes les tâches, relève d'une forme de militantisme ? Godard était-il un « militant du cinéma », si on peut dire ?

On ne peut pas dire qu'il ait refusé l'industrie du cinéma, il a plutôt rusé avec elle et instauré un rapport de force parfois conflictuel. Le refus n'est intervenu que quand il voyait que sa liberté d'artiste serait empêchée : il a décliné un pont d'or offert par Hollywood dans les années 1960 pour réaliser *Bonnie and Clyde*. (Peu de cinéastes ont eu ce courage devant de telles opportunités.) Mais sinon, il cherchait au contraire à susciter des commandes, et les réalisait même quand il était flagrant que la diffusion serait empêchée : confiant dans le fait qu'elle finirait par avoir lieu d'une façon ou d'une autre¹.

Après *Mai 68*, il veut dissoudre son embarrassant nom d'auteur dans un collectif. Dans un premier temps cela le conduit à travailler avec un jeune « mao » : Jean-Henri Roger. Puis, le « groupe » *Dziga Vertov* (nom choisi pour se situer dans l'histoire du cinéma révolutionnaire) est en fait un tête-à-tête assez égalitaire avec Jean-Pierre Gorin, pas vraiment un groupe, même si quelques camarades s'associent au gré des projets (surtout le chef-opérateur Armand Marco).

Oui : c'était un militant de l'art du cinéma. Y compris en tentant de réinventer la télévision et en faisant la démonstration qu'elle pourrait être autre chose et faire autre chose : de 1968 (*Le Gai savoir* produit et refusé par l'ORTF) jusqu'à des téléfilms des années 1980 ou aux *Histoire(s) du cinéma*, achevées en 1998, il a multiplié les expériences télévisuelles, souvent non diffusées ou reléguées à des horaires impraticables. Ce sont toujours les industriels qui postulent le public inapte à accéder à ses films.

Quelle place Godard fait-il aux femmes dans ses films, est-ce que cette place évolue au fil de sa carrière ? Est-ce qu'il y a une prise en compte des luttes féministes dans le cinéma de Godard ou juste un regard posé sur les femmes, qui rend compte de l'air du temps ?

Godard n'a pas été à l'abri de l'hégémonie sexiste qui dominait à peu près sans partage dans les années 1960. Et il y a une forte tendance à le réduire à sa période la plus célèbre, celle des années 1960-

1967, où l'on trouve, parfois, des propos franchement homophobes ou sexistes.

Mais, dès janvier 1969, avant même la fondation du MLF en France, il inscrit une longue séquence féministe dans *British Sounds* : ce qui est rarissime, y compris dans le cinéma militant, moins d'un an après 1968. Dans ses autres films militants, il y a des séquences féministes même si ce n'est jamais le sujet central : dans *Vladimir et Rosa* (1971) et *Tout va bien* (1972).

Pendant sa collaboration avec Anne-Marie Miéville, dès 1973-1974, les questions féministes sont examinées dans une perspective moins directement militante, mais non moins présente (par exemple dans *Numéro Deux* en 1975-76).

Quel(s) film(s) suggèreras-tu de regarder à quelqu'un qui ne connaît pas le cinéma de Godard et souhaite le découvrir ? Pourquoi ?

On peut sûrement rentrer dans cette œuvre par n'importe quel bout : ça n'a pas vraiment d'importance. Elle compte environ 150 films.

Les plus célèbres (*À bout de souffle*, *Le Mépris*, *Pierrot le fou*) datent des années 1960, et il faut résister à cette croyance médiatique que l'œuvre s'est arrêtée là. Depuis que Godard s'est engagé avec les révolutionnaires, la bourgeoisie cultivée (elle existait encore) qui allait voir ses films dans les années 1960-1967 a cherché à accréditer que l'artiste qu'elle avait admiré est mort ou est

ses films. Cette intimidation nous embarrasse de croyances fausses : on devrait comprendre quand l'enjeu c'est de ressentir, ou on a mal entendu quand il a fait exprès de parasiter une parole avec d'autres sons parce qu'elle n'a pas d'importance. Et si l'on s'ennuie, c'est souvent parce qu'on est, par une habitude qui nous vient de la masse des autres films, en train de se concentrer sur autre chose que ce sur quoi il met l'accent : sur l'intrigue quand il se concentre sur un personnage, sur le dialogue quand il s'intéresse au décor, etc. J'ai lu un bel hommage qui insiste sur le fait que Godard nous a appris à être spectateurs² : à déplacer notre regard, changer nos routines, porter l'attention ailleurs...

L'un des premiers films qui m'a donné envie d'en voir plein d'autres de lui, c'était *Tout va bien*, qui est un singulier bilan de mai 1968 et des « années rouges » qui ont suivi. Plus tard, *Allemagne année 90 neuf zéro*, est une méditation sur les conséquences de la chute du mur de Berlin. *Film Socialisme*, plus récemment, se laisse guider par plein d'intuitions et de signes de l'époque sur ce qui remet les révolutions à l'ordre du jour. Pour leur humour et leurs



DR.

devenu illisible depuis 1968. Son engagement ne lui a jamais été pardonné, car il s'est radicalisé à un moment où il était déjà mondialement connu et reconnu : cela devenait plus difficile de le faire taire ou de le disqualifier. J'encourage à découvrir ses films des décennies suivantes (soit les cinq dernières !)

Le plus important, c'est sûrement de les aborder dans un état de disponibilité un peu différent des films qu'on regarde pour se divertir. Peut-être qu'il est plus facile d'aborder Godard en étant ivre, ou très tard dans la nuit, ou tôt le matin : à un moment où l'on ne regarde pas de films d'habitude. Ce serait une façon parmi d'autres de se défaire d'une intimidation culturelle dont il n'est pas pleinement responsable, et qui s'interpose entre nous et

caractères surprenants, je suggère de découvrir *King Lear* et *Soigne ta droite*. Mais certainement, sa grande œuvre, c'est la série des *Histoire(s) du cinéma* : elle l'a occupé pendant longtemps et il y a sacrifié beaucoup. Elle a de quoi intéresser et concerner qui-conque aime cet art. □

*** David Faroult est l'auteur de Godard. Inventions d'un cinéma politique (Les Prairies Ordinaires – Éditions Amsterdam, 2018), où il examine l'œuvre du cinéaste autour de son tournant militant des années 1968.**

1) <https://www.contretemps.eu/jean-luc-godard-mieville-rapport-darty-commanditaire-outrage/>

2) <https://www.politis.fr/articles/2022/09/en-defense-de-godard-44809/>

Maurice Rajsfus, 75 années de vie militante en héritage

PAR MARC PLOCKI

Le décès de Maurice Rajsfus a laissé une quantité très importante de livres, documents, archives ou notes, dont son fils Marc Plocki nous présente un état des lieux et les enjeux.

LES RÉÉDITIONS

Entre 1980 – parution de son premier livre, *Des juifs dans la collaboration / L'UGIF 1941-1944* – et 2014 – ultime numéro du bulletin *Que fait la police ?* et sortie de son dernier ouvrage, *Sommes-nous tous des individus ?* – Maurice a fait paraître près de 60 titres, presque tous introuvables en librairie au moment de sa disparition le 13 juin 2020.

Il y aura aussi plus de 200 numéros du bulletin *Que fait la police ?* et d'innombrables chroniques et/ou tribunes libres qui furent parfois acceptées dans *Rouge*, *Le Monde libertaire*, *Libération* et plus rarement *Le Monde*.

La question posée était la suivante : comment « gérer » cette production écrite hors norme et rendre de nouveau disponibles, pour de nouvelles générations, les livres à la fois les plus significatifs et cet ensemble d'écrits foisonnants dont la plupart des questionnements et des analyses n'ont pas perdu une once de leur pertinence, voire de leur actualité ?

Entre ce qui devait relever d'une volonté éditoriale classique, sous une forme papier, et la mise à disposition de nombreux autres textes, sous une forme numérique, la réflexion nous a pas mal occupés et elle se poursuit encore maintenant, alors que la décision a été prise, dès l'automne 2020, de créer une collection avec la complicité des *Éditions du Détour*¹.

Ce sont en premier lieu les grandes études historiques sur des sujets dont Maurice a souvent été le pionnier qui ont fait l'objet des premières rééditions.

- Au printemps 2021 : *Des Juifs dans la collaboration* (avec la reprise de la préface de Pierre Vidal-Naquet), *La police de Vichy* (avec une préface inédite d'Arié Alimi), *La rafle du Vél d'Hiv et 1953 : un 14 juillet sanglant* (avec une préface inédite de Ludvine Bantigny et la reprise de la postface

de Jean-Luc Einaudi).

- Au printemps 2022 : *Drancy, un camp de concentration très ordinaire*, *Opération étoile jaune, Paris 1942. Chroniques d'un survivant et L'An prochain la révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne (1930-1945)* (avec une préface inédite d'Olivier Besancenot). Pour le printemps 2023, sont en chantier les rééditions suivantes : *Quand j'étais juif* (avec une préface inédite d'Alain Brossat), *Une enfance laïque et républicaine* (avec une préface inédite de Gérard Delteil) et le second tome des *Juifs dans la collaboration* qui concerne le travail agricole dans la zone réservée des Ardennes, dont le nouveau titre n'est pas encore complet. Pour 2024, le programme des rééditions n'est pas encore arrêté. Il est déjà prévu, cependant, la sortie d'une biographie de Maurice, sous la plume de Ludvine Bantigny.

Au-delà des questions de droits qu'il a fallu démêler avec plusieurs éditeurs, il ne nous a pas semblé opportun de rééditer, par exemple, dans cette collection papier, tous les titres concernant la question palestinienne, en raison de l'ancienneté de ces titres (milieu et fin des années 1980). Une mise à disposition de ces écrits sur la question coloniale au Proche-Orient sous une forme numérique pourra être envisagée par la suite et intéresser celles et ceux qui travaillent sur l'évolution du conflit israélo-palestinien.

Autre sujet d'importance : les écrits sur la police. Ce sont une quinzaine d'ouvrages, avec des approches assez diverses et des droits éditoriaux multiples. Nous réfléchissons, pour l'horizon 2024, à la possibilité de publier une anthologie en un ou deux volumes d'une dizaine de ces titres, parmi les plus marquants et les plus actuels dans leurs réflexions et analyses. Il s'agit tout de même d'une somme

d'environ trois millions de signes ! Une réédition avec un appareil critique et plusieurs textes d'intervenants travaillant sur les violences policières et le rôle dévolu aux forces de police dans notre pays de France inventeur des Droits de l'Homme et du citoyen, accompagnerait cette édition. Cela pourrait éventuellement se faire sous la forme d'une souscription, en raison des coûts importants de ce projet.

Tous les autres titres, comme par exemple *La Police hors-la-loi. Des milliers de bavures sans ordonnance depuis 1968* ou encore *Mai 68. Sous les pavés, la répression* et d'autres écrits seront rendus disponibles au format numérique et consultables à partir des sites de l'association des amiEs de Maurice Rajsfus et des éditions du *Détour*.

Il est également important de noter que tous les droits d'auteur de Maurice, que ce soit dans le cadre de ces rééditions ou pour toute autre occurrence éditoriale ou forme d'exploitation, sont désormais intégralement versés à l'association qui porte son nom.

LES ARCHIVES

Dès le mois de juin 2020, la mise à l'abri des très nombreuses archives constituées par Maurice, puis la possibilité pour tout à chacunE de les consulter, a fait l'objet d'un rapprochement avec La Contemporaine (ex BDIC) à Nanterre. Le fameux fichier des violences et dérives policières (qui ne contient d'ailleurs pas que cela), patiemment constitué jour après jour, de la rentrée 1968 jusqu'en 2014, à partir de coupures de presse, a été le premier à rejoindre les réserves de La Contemporaine, dès les premiers jours de juillet 2020. Ce sont 70 boîtes en bois pour la plupart, contenant environ 27 000 fiches « Bristol ». Il a fallu ensuite, dans l'appartement

de Cachan, au gré des confinements Covid et des disponibilités des uns et des autres, trier durant de longs mois et pré-inventorier, dans différentes catégories, tous les papiers, correspondance, enregistrements, photographies ou encore affiches, poèmes et dessins laissés par Maurice. L'inventaire de ces archives est désormais disponible sur *Calame*².

Les archives de La Contemporaine n'ont pas tout retenu et des collections de journaux, autour de Mai 68 et après (*Action, Cahiers de Mai, La Cause du Peuple et Combat*, entre autres) ainsi que d'autres archives en lien avec la Commune de Paris 1871 ont été déposées au Musée de l'Histoire Vivante, à Montreuil.

Enfin, quelques pièces d'archives et objets, en lien avec l'activité de Maurice au sein du mouvement trotskiste, à la fin des années 1940, ainsi qu'une collection du périodique *Ras l'Front* ont été confiés à RaDAR (Rassembler, diffuser les archives de révolutionnaires).

Les archives sonores sont également nombreuses. Un long travail de repérage et d'indexation des interventions de Maurice sur Radio Libertaire et Fréquence Paris Plurielle est en cours.

Cela représente des dizaines et des dizaines d'heures qui seront, à terme, disponibles en podcast à partir du site de l'association. D'autres interventions sur France-Inter, France-Culture ou d'autres radios seront également inventoriées, avec renvoi vers les podcasts des médias concernés.

Des entretiens, réalisés par Maurice pour les travaux préparatoires à plusieurs de ses livres, ont également été versés sous forme de cassettes audio à La Contemporaine. Après numérisation et indexation, il sera possible d'y accéder pour la plupart, sur demande.

LA BIBLIOTHÈQUE

Personne dans la famille ni parmi les proches n'était en mesure de reprendre la bibliothèque de Maurice. Ce qui est hélas souvent le cas pour les importantes bibliothèques issues d'une longue vie militante. Pour autant, nous ne pouvions nous résoudre à ce qu'elle soit dispersée en raison de la nature particulière de cet ensemble. Près de 5 000 volumes patiemment réunis au gré de ses centres d'intérêt, de sa vie militante mais aussi et surtout de sa pratique d'historien de la répression et de chercheur, à partir de la fin des années 1970.

Après une année de recherches et de démarches, la bibliothèque a été confiée en

juin 2021 au CEDRATS³, à Lyon, centre de recherche libertaire sur les mouvements sociaux.

Une nouvelle vie s'ouvre pour cet ensemble avec un usage désormais collectif, à l'attention de toutes celles et tous ceux qui s'intéressent aux nombreuses thématiques à leur disposition : histoire du mouvement ouvrier et du socialisme, révolution russe, stalinisme, fascisme et nazisme, question juive et judéocide, question palestinienne et colonialisme, police et droits humains... et bien d'autres choses encore.

L'ASSOCIATION DES AMI-ES DE MAURICE RAJSFUS

Créée au printemps 2021 à l'initiative de l'équipe de Radio Fréquence Paris Plurielle (dont Maurice était le président d'honneur), des éditions *Libertalia* et des proches, l'Association des AmiEs de Maurice Rajsfus s'est donnée pour objectif de « défendre de façon vivante la mémoire, les combats et les travaux de Maurice Rajsfus » (Article 2 des statuts). L'association s'est donc retrouvée, dès sa création, coéditrice de la collection des rééditions décidées avec les éditions du *Détour*.

L'association s'est tout naturellement inscrite dans la mobilisation importante qui s'est déroulée en 2021, pour marquer les 60 ans du massacre d'État du 17 octobre 1961. En se joignant au collectif d'appel à la manifestation du 17 octobre 2021, mais également en organisant à l'automne deux réunions publiques précédées par la projection des films *Octobre à Paris*, de Jacques Panigel et *17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre*, de Daniel Kupferstein. Toujours sur ce registre des violences et dérives policières, l'association a vocation

à soutenir les initiatives d'autres associations comme « Vies volées » et contribuer à faire connaître leurs combats.

L'association s'est également jointe, cette année, à plusieurs initiatives autour des 80 ans de l'obligation du port de l'étoile jaune et de la rafle dite du Vél' d'Hiv, des 16 et 17 juillet 1942.

En 2023, l'association des amiEs de Maurice Rajsfus se joindra aux manifestations et rassemblements prévus pour que ne s'efface pas le crime d'État du 14 juillet 1953, quand la police parisienne ouvrit le feu sur un imposant cortège algérien du MTLD⁴ réclamant l'indépendance, assassinant froidement six Algériens et un syndicaliste CGT de la métallurgie parisienne⁵.

Il en ira de même pour toutes les initiatives qui pourraient se développer à l'avenir pour contrer le danger fasciste qui nous menace.

L'association s'est dotée d'un site internet⁶ qui relaie les informations, donne accès à des témoignages, des films ainsi qu'à l'intégralité du bulletin *Que fait la police ?*. On retrouve également dans ce site la bibliographie de tous les titres de Maurice et la biographie éditée par le *Maitron* (Dictionnaire biographique de mouvement ouvrier et du mouvement social). □

1) Les éditions du *Détour*. Catalogue en ligne : www.editionsdudetour.com

2) <http://www.calames.abes.fr/pub/lacontemporaine.aspx#details?id=FileId-3615>

3) CEDRATS (Centre de Ressources sur les Alternatives Sociales), 27, Montée Saint-Sébastien - 69001 Lyon, Tel : 04 78 29 90 67, site Internet : www.cedratts.org.

4) Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, de Messali Hadj

5) cf. 1953 : un 14 juillet sanglant, réédité en 2021 aux éditions du *Détour*.

6) www.mauricerajsfus.org



DR.



« Ce n'est pas un mouvement revendicatif, c'est un soulèvement : on n'attend rien du régime »

Manifestation en soutien de la révolte iranienne «Femme, vie, liberté». © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Soheyla, militante de Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI), a répondu à nos questions lors de la manifestation de solidarité avec le peuple iranien, dimanche 9 octobre à Paris.

L'Anticapitaliste : Quels sont les prémisses de cette mobilisation ?

Soheyla : Il y a eu tellement de choses avant. Pour aller à l'essentiel, il y a les mauvaises conditions de vie, de travail, le manque de liberté, une crise économique très grave qui perdure depuis très longtemps et qui empire de jour en jour. Cela va de pair avec le manque de liberté, une répression de plus en plus brutale. Tout cela s'est réuni pour contribuer au déclenchement de la lutte actuelle, il suffisait d'une goutte pour que ça déborde, et on en est arrivé là.

La question des femmes, est très importante. La façon dont la République islamique traite les femmes et notamment le code vestimentaire qu'il leur impose galvanise tous les problèmes autour d'elles. C'est quelque chose de très marquant et a été un déclencheur significatif.

La mobilisation est portée par les femmes ou c'est plus large ?

C'est beaucoup plus large maintenant, cela concerne toutes les couches de la société, tous les âges. Bien entendu cela a commencé par les femmes, les jeunes, mais maintenant cela s'étend, bien que le noyau reste constitué par les étudiantEs, les élèves, les lycéenNEs. Toute la population contribue maintenant à ce mouvement. Le mouvement

s'est étendu aux couches sociales les plus populaires. Hier, dans les quartiers pauvres de Téhéran, des mouvements très importants se sont déclenchés.

Pour quelles revendications les gens se battent-ils ?

Je me permets de dire que ce n'est pas un mouvement revendicatif, c'est un soulèvement : on n'attend rien du régime. Les slogans portent sur le renversement du régime : à bas la dictature, à bas le guide suprême. Le pouvoir politique est directement visé, les gens aspirent à le renverser.

Y a-t-il des liens avec les soulèvements arabes ?

Certainement. Il y a un noyau de mécontentement qui est le même. C'est partout pareil : mauvaises conditions de vie, mauvaises conditions économiques et sociales, la répression politique et sociale, tout ça contribue à ce qu'il y ait des mouvements populaires.

Y a-t-il des processus d'auto-organisation ?

Tout à fait. C'est à la fois sporadique et plus ou moins organisé, comme dans les universités, par les associations des étudiantEs, par exemple. Dans la rue, les gens se réunissent, scandent des slogans, discutent, mais les forces de

répression interviennent. La nuit, c'est plus radical.

Le mouvement ouvrier traditionnel est-il impliqué ?

Les dirigeants des principales organisations sont emprisonnés depuis six mois. Ils étaient impliqués dans les mobilisations qui ont eu lieu à ce moment-là dans toutes les villes petites et moyennes, où il y a eu des manifestations, notamment des enseignantEs. Cela a secoué le pays, avec des manifestations, des sit-in, des grèves. Les conducteurs de bus de Téhéran et sa banlieue, par exemple, ont été mobilisés. L'emprisonnement des dirigeants les rend invisibles dans la rue, mais les liens politiques existent.

Quel rôle joue la solidarité ici ?

C'est très important, heureusement que le mouvement de solidarité est extrêmement étendu, partout dans le monde et dans tous les pays, y compris occidentaux. Je souhaite que la gauche radicale soit davantage présente, car il y a une espèce de récupération par les groupes de droite et les royalistes. La présence de la gauche radicale est importante pour contribuer à combattre cette orientation. □

Propos recueillis par Antoine Larrache